

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 20 Août 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°189 ■

PÉTROLE
**Le Brent à près
de 85 dollars**

P 4

UN PROGRAMME DE RÉFORMES EN COURS D'EXÉCUTION

Dynamiser le marché financier

La dynamisation du marché financier est l'une des priorités du gouvernement. Un vaste programme de réformes est en cours d'exécution. Ce dernier vise, selon le ministre des Finances, à dynamiser le marché financier dans le cadre d'une approche graduelle tenant compte du contexte et de l'environnement de l'économie nationale.

P 3



MESSAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE À L'OCCASION DE LA JOURNÉE NATIONALE DU MOUDJAHID

«L'Algérie poursuit la réalisation des acquis dans différents domaines»



Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a affirmé samedi que l'Algérie poursuivait, grâce à ses enfants, la réalisation des acquis dans différents domaines.

P 3

SIDÉRURGIE

**L'AQS de Bellara
exportera ses produits
vers l'Europe de l'Est**

La société de sidérurgie Algerian Qatari Steel (AQS) de Bellara (Jijel) obtient, auprès de l'Entreprise polonaise Zetom (essais, analyses techniques et certifications), un certificat de conformité du fer à béton qu'elle produit. Ceci lui permettra de pénétrer les marchés d'Europe de l'Est, a indiqué, samedi, la direction de l'information d'AQS.

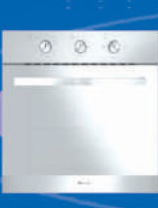
P 4

PROJET DE PRODUCTION DE BIOTINE ET DE POLYBUTÈNE

**Une délégation qatarie
attendue début
septembre à Alger**

L'Algérie et le Qatar veulent renforcer leur coopération bilatérale, notamment dans le domaine de l'Énergie et des mines. Une réunion du travail a été tenue, jeudi dernier à Alger, entre le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab et l'ambassadeur du Qatar, Abdulaziz Ali Al-Naama.

P 2



Géant

ELECTRONIC

Moi, c'est Géant...

www.geant-dz.com | info@geant-dz.com | [geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics)

أنا، مع جـيـون

PARTENARIAT
ALGÉRO-TUNISIEN
**Un conseil
économique en
perspective**

L'Organisation nationale des entrepreneurs tunisiens a annoncé la signature d'une convention de partenariat avec l'Organisation nationale pour le développement en Algérie (ONDEA), qui regroupe 117 entreprises. L'objectif de ce partenariat est de lancer un Conseil économique conjoint entre les deux organisations. Dans une déclaration, Mounir Roubai, président de l'ONDEA a fait savoir que ce conseil qui regroupera des experts économiques et des hommes d'affaires vise à rapprocher les acteurs économiques tunisiens et algériens et à organiser des rencontres entre les deux parties. Le conseil économique tuniso-algérien vise, avant tout, à promouvoir le produit tunisien et de le rapprocher du consommateur algérien. Il prévoit, également, de rehausser les échanges commerciaux entre les deux pays, a précisé le responsable algérien. Pour rappel, lors de la dernière rencontre entre le ministre des affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, et son homologue tunisien, Nabil Ammar, les deux parties ont convenu de concevoir de nouveaux mécanismes de coopération bilatérale à même de répondre aux aspirations des deux pays et apporter une dynamique à la coopération entre les deux pays.

SELON LE PRÉSIDENT DE L'ARH
**Un million de
véhicules
roulant en GPL
d'ici fin 2023**

Le président de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH), Rachid Nadil, a révélé que le parc automobile, circulant au Gaz de pétrole liquéfié «Sirghaz » en Algérie est estimé à environ 70 000 unités. Il passera à plus d'un million de voitures d'ici la fin de l'année en cours. Dans le même ordre d'idées, Nadil a expliqué à la télévision publique algérienne : « Il y a 1 200 stations équipées en Sirghaz et 2 600 stations-service réparties dans les différentes communes du pays. Nous cherchons également à préparer un texte d'application pour contrôler cette activité ». D'autre part, ce responsable a déclaré que l'Autorité de contrôle des carburants, a l'intention de lancer une plateforme numérique destinée aux investisseurs souhaitant obtenir des autorisations, afin de faciliter et de simplifier les procédures, la rapidité et la transparence dans le traitement des dossiers.

PROJET DE PRODUCTION DE BIOTINE ET DE POLYBUTÈNE

Une délégation qatarie attendue début septembre à Alger

L'Algérie et le Qatar veulent renforcer leur coopération bilatérale, notamment dans le domaine de l'Energie et des mines. Une réunion du travail a été tenue, jeudi dernier à Alger, entre le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab et l'ambassadeur du Qatar, Abdulaziz Ali Al-Naama.

Par Slimane T/Agence

Les entretiens entre les deux parties ont porté sur «les moyens de développer et de renforcer les relations de coopération bilatérale, qualifiées d'excellentes, dans le domaine de l'énergie et des mines», indique le ministère de l'Energie dans un communiqué. A cette occasion, les deux parties ont «exploré les opportunités et perspectives futures d'investissement dans des projets structurels en Algérie, notamment dans le domaine des industries manufacturières et de l'industrie pétrochimique», ajoute la même source. Les deux parties ont évoqué, dans ce cadre, le projet de création, en Algérie, d'un complexe chimique de production de butène et de polybutène, que la société qatarie "Power International Holding" souhaite réaliser en partenariat avec le groupe Sonatrach. Après s'être félicité des «bonnes relations de coopération et de partenariat entre

l'Algérie et le Qatar», M. Arkab a souligné que Sonatrach était disposée à travailler avec l'entreprise qatarie (Power International Holding) pour la réalisation d'un complexe de production de butène et de polybutène. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale de développement des industries manufacturières et de valorisation des ressources de l'Algérie en hydrocarbures, l'objectif étant de permettre au secteur de contribuer efficacement à la diversification de l'économie nationale et à la création d'une valeur ajoutée et d'emplois, a expliqué le ministre. Selon lui, ce projet «peut se concevoir dans un cadre intégré comprenant également l'investissement dans la recherche et l'exploitation de nouvelles réserves à même de contribuer à l'approvisionnement de ce projet en gaz». A cet égard, le ministre a rappelé les avantages qu'offre la nouvelle loi sur les hydrocarbures pour attirer les investisseurs, intensifier

l'activité de recherche, d'exploration et de production d'hydrocarbures et développer les industries manufacturières. Lors de la rencontre, il a été convenu d'organiser une visite en Algérie, la première semaine de septembre 2023, au profit d'une délégation de l'entreprise qatarie, en vue d'approfondir les discussions avec la Sonatrach à ce propos. Pour sa part, l'ambassadeur qatari s'est félicité des relations de coopération entre les deux pays, soulignant l'intérêt des compagnies qataries pour l'investissement en Algérie dans le cadre de la nouvelle loi sur les hydrocarbures et la réalisation de grands projets en matière de recherche, d'exploration, d'industries manufacturières et de pétrochimie. Les deux parties ont également salué le niveau du dialogue et de la concertation entre les deux pays dans le cadre du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), conclut le communiqué.

LE CENTRE INTERMÉDIAIRE DE SOINS EN ADDICTOLOGIE DE TLEMCCEN

Plus de 600 toxicomanes accueillis depuis début 2023

Le Centre intermédiaire de soins en addictologie Kheirat-Mohamed de Tlemccen a accueilli, depuis le début de l'année en cours, plus de 600 personnes, âgées entre 15 et 35 ans et plus, qui ont une addiction aux différents types de drogues, a-t-on appris de son directeur, Metalsi Tani Mohamed. De nombreux cas ont bien répondu au traitement, grâce à la volonté du toxicomane et du soutien de sa famille, et surtout au respect des séances de traitement individuelles et collectives pendant une période de plus de six mois, a-t-il expliqué, ajoutant que les patients du centre sont de différents profils (jeunes mariés, travailleurs, étudiants et autres). Le Centre intermédiaire de soins en addictologie de Tlemccen est considéré comme un dispositif d'accompagnement des toxicomanes pour les délivrer de leur addiction et les réinsérer dans la vie familiale et sociale. Ce centre, qui a ouvert ses portes le 17 février 2022, accueille des personnes ayant une addiction aux différents types de drogues et aux réseaux sociaux, et autres malades

mentaux, de Tlemccen et des wilayas avoisinantes, a déclaré M. Metalsi. Il offre plusieurs prestations dont l'accueil des toxicomanes et de leurs familles, le diagnostic des problèmes d'addiction, des consultations spécialisées en addictologie et en psychiatrie, en plus de l'écoute, de la prise en charge psychologique, de l'aide à la réinsertion sociale, de la prévention contre la rechute et de l'orientation vers des centres spécia-

lisés. Les toxicomanes bénéficient de nouvelles techniques, comme les thérapies de groupe, avec des séances d'échange d'expériences entre les patients, encadrées par une équipe médicale pluridisciplinaire, note-t-on de même source. L'équipe médicale est composée de 4 médecins spécialistes en psychiatrie, 10 psychologues, ainsi que de paramédicaux, qui bénéficient de formations de façon continue, pour

améliorer leurs capacités à traiter avec les différents cas qu'accueille le centre, a-t-il dit, précisant qu'il existe une autre unité qui relève du centre, implantée au niveau du centre hospitalier de Tlemccen, spécialisée dans la prise en charge des enfants souffrant d'addictions et de maladies mentales, et d'une troisième qui prend en charge des autistes.

R E.

INVESTISSEMENT

Le DG de l'AAPI reçoit une délégation de l'entreprise chinoise CCECC

Le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, a reçu, jeudi, une délégation de l'entreprise chinoise "China Civil Engineering Construction Corporation Ltd" (CCECC), conduite par son vice-président, Wang Jinsong, pour discuter des perspectives de l'activité de l'entreprise en Algérie, indique un communiqué de l'Agence. "Dans une démarche visant à concrétiser les recommandations du Forum d'affaires algéro-chinois, tenu en marge de la visite d'Etat effectuée par le président de la République en Chine, fin juillet dernier, le directeur gé-

néral Omar Rekkache, accompagné de cadres de l'Agence, a reçu une délégation de l'entreprise CCECC, conduite par son vice-président, Wang Jinsong", lit-on dans le communiqué de l'AAPI. La rencontre a permis de "passer en revue la contribution de l'entreprise et les projets d'équipements publics qu'elle a réalisés ces dernières années", précise le document. C'était également "l'occasion d'examiner et de discuter des perspectives de l'activité de l'entreprise en Algérie, à travers ses projets d'investissements", conclut le communiqué.

Quotidien economique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
**Belmihoub
Abdelaziz**

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri Alger
Siège de la rédaction
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité «ANEP» ALGER:
PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur
email: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28
Fax : (021) 73.95.59
(021) 73.99.19

UN PROGRAMME DE RÉFORMES EN COURS D'EXÉCUTION

Dynamiser le marché financier

La dynamisation du marché financier est l'une des priorités du gouvernement. Un vaste programme de réformes est en cours d'exécution. Ce dernier vise, selon le ministre des Finances, à dynamiser le marché financier dans le cadre d'une approche graduelle tenant compte du contexte et de l'environnement de l'économie nationale.

Par Sirine R

En effet, lors d'une réunion tenue, jeudi dernier à Alger, qui a regroupé le président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (Cosob) ainsi que les représentants de la direction générale du Trésor et de la gestion comptable des opérations financières de l'Etat, le ministre Faïd Laâziz a souligné l'importance de mettre en place des mécanismes «transparents et efficaces» pour garantir la confiance des investisseurs et des acteurs du marché et de les faire adhérer à ce processus. Il a précisé que la mise en œuvre de ces mécanismes permettra de renforcer la gouvernance, de réduire les risques et de promouvoir une croissance «saine et durable» du marché. Faïd a, également, invité l'ensemble des parties prenantes à lancer une campagne de sensibilisation visant à promouvoir l'éducation financière parmi les investisseurs et le grand public sur

les fondements du marché financier. Cette campagne vise aussi à fournir des informations pertinentes et accessibles afin d'aider les investisseurs et tous les intervenants dans le marché financier à mieux comprendre les différents aspects du marché financier et à prendre des décisions éclairées. Par ailleurs, le ministre a appelé tous les acteurs du marché à travailler en collaboration pour assurer le succès de cette campagne et pour créer un environnement où la connaissance et l'efficacité financière sont encouragées. Parmi les principaux points retenus lors de cette réunion, le ministère a cité dans son communiqué la mise en place d'un plan stratégique portant sur le développement des marchés de capitaux et de la Bourse, le renforcement de l'attractivité de la place financière d'Alger via des initiatives participatives regroupant plusieurs acteurs, le lancement d'une campagne d'information visant la promotion de l'éducation financière. Il a été aussi recommandé de mettre à jour les textes réglementaires tout en les adaptant à la dynamique que

connaît l'économie nationale, d'augmenter le nombre de sociétés cotées en Bourse en concertation avec les organisations professionnelles et patronales concernées, et de promouvoir l'inclusion financière comme vecteur de développement financier. Suite à ces discussions, le ministre s'est dit «optimiste» quant aux perspectives qui ont émergé de cette réunion, tout en soulignant l'importance de l'engagement continu de toutes les parties prenantes pour mettre en œuvre cette réforme de manière efficace et efficiente, et en respectant les principes de transparence, d'intégrité et de confiance. En conclusion, Faïd a exprimé sa «détermination» à redynamiser le marché financier national tout en assurant sa stabilité et sa fiabilité. «Cette réunion de travail a marqué une étape importante vers la réalisation de cet objectif, en définissant le cap et en mettant en avant la nécessité d'une réforme réfléchie et la promotion de l'éducation financière», conclut le ministère.

DOMAINE NATIONAL

Parachever la numérisation de l'administration avant fin septembre

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a insisté sur la nécessité de parachever le programme de numérisation de l'administration du Domaine national avant fin septembre prochain, mettant en exergue l'importance de ce programme dans l'optimisation des opérations et l'amélioration de la qualité des services fournis en matière de foncier, indique un communiqué du ministère. Le ministre effectuait une visite inopinée au siège de la Conservation foncière de Saïd Hamdine (Alger) dont relèvent les Conservations foncières de

Bouzaréah, Chéraga et Bir Mourad Raïs. La visite du ministre intervient dans le cadre du suivi de la mise en œuvre du programme de numérisation de l'administration du Domaine national, et vise à s'enquérir des conditions de travail des fonctionnaires et d'accueil des citoyens. Cette visite inopinée, souligne le communiqué, traduit "l'attachement à renforcer les valeurs de transparence et de compétence devant prévaloir parmi le personnel de l'administration du Domaine national, et confirme l'engagement du Gouvernement à réaliser la transition numérique dans

tous les secteurs". Constatant la mise en œuvre du programme de numérisation, M. Faïd a insisté sur l'évaluation du fonctionnement des systèmes et des techniques utilisés dans la digitalisation. Il s'est également enquis des mesures adoptées et des défis auxquels fait face l'opération de la transition numérique, selon la même source. A cette occasion, le ministre a mis en avant "l'importance d'accélérer et de parachever le programme de numérisation de l'administration du Domaine national avant la fin de septembre prochain, au plus tard". M. Faïd a, en outre,

donné des orientations et des instructions "claires" aux équipes concernées par la mise en œuvre du programme, insistant sur "la coordination, la préparation des opérations et la conjugaison des efforts en vue d'une réalisation efficace des objectifs de la numérisation", ajoute le communiqué. A cette occasion, M. Faïd a mis en relief l'importance d'améliorer la qualité des services fournis aux citoyens, affirmant que la priorité du gouvernement est "de répondre aux besoins et attentes des citoyens".

R E.

ALGÉRIE-CHINE

La coopération économique et financière évoquée à Alger

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a reçu jeudi à Alger, l'ambassadeur de la République populaire de Chine en Algérie, Li Jian avec lequel il a évoqué la coopération économique et financière bilatérale et les moyens de la renforcer, a indiqué le ministère dans un communiqué. Cette rencontre, tenue au siège du ministère, a été l'occasion "de passer en revue l'état des relations économiques et financières bilatérales, ainsi que les voies et moyens à même de les consolider davantage", selon la même source. Les échanges ont mis en évidence "l'excellence de la relation bilatérale historique et du partenariat stratégique entre les deux pays", souligne le ministère. Les discussions ont porté notamment sur "les conclusions de la visite en Chine effectuée par le président de la République M. Abdelmadjid Tebboune, en juillet dernier, au cours de laquelle les dirigeants des deux pays ont affiché leur volonté ferme à consolider les relations solides entre l'Algérie et la Chine et à renforcer la coopération économique bilatérale", selon le communiqué. Dans ce cadre, les deux parties ont mis l'accent sur plusieurs domaines d'intérêt commun, notamment la promotion des investissements, le renforcement du commerce bilatéral, ainsi que la collaboration dans les secteurs des infrastructures et du développement. Une attention particulière a été accordée, lors de ces discussions, au financement des grands projets économiques stratégiques, à l'instar de l'exploitation du minerai de fer de Gara-Djebilat et du phosphate intégrée à l'Est du pays, du Port-Centre et du rail, précise le ministère. Par ailleurs, M. Faïd, tout en saluant la contribution des entreprises chinoises dans le développement de l'économie algérienne, a exprimé le souhait d'une implication "plus affirmée" de ces entreprises dans le marché algérien, notamment, à travers l'investissement, ajoute-t-on. De son côté, l'ambassadeur de Chine en Algérie "a exprimé sa satisfaction quant à la qualité des relations entre les deux pays, tout en réitérant l'engagement continu de son pays à fructifier davantage la coopération algéro-chinoise, y compris dans les domaines bancaires, des infrastructures et de la numérisation". Enfin, les deux parties ont convenu de poursuivre le dialogue et les échanges sur les questions d'intérêts mutuels permettant de parvenir à un partenariat mutuellement bénéfique, est-il souligné dans le communiqué.

R E.

MESSAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE À L'OCCASION DE LA JOURNÉE NATIONALE DU MOUDJAHID

«L'Algérie poursuit la réalisation des acquis dans différents domaines»

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a affirmé samedi que l'Algérie poursuivait, grâce à ses enfants, la réalisation des acquis dans différents domaines. Dans un message adressé à la veille de la célébration de la Journée nationale du moudjahid, commémorative du double anniversaire de l'Offensive du Nord-Constantinois et du Congrès de la Soummam (20 août 1955 et 1956), le Président Tebboune a indiqué: «nous puisons, en cette étape où nous nous dirigeons tous vers l'édification de l'Algérie nouvelle, la confiance en les capacités de la Nation qui renforcent notre

volonté à réaliser, à la faveur de la conjugaison des efforts et au travail dévoué, des pas vers la réalisation d'indicateurs positifs dans les domaines du développement durable». «Des capacités qui contribuent au renforcement des acquis sociaux pour la préservation de la dignité du citoyen, et grâce auxquelles notre pays avance à pas géants vers l'élargissement de nos partenariats stratégiques à travers le monde afin d'insuffler une dynamique économique qui capte les investissements, et de confirmer la forte présence de l'Algérie et son influence au double plan régional et interna-

tional», a affirmé le Président Tebboune. "Alors que nous célébrons le double anniversaire de l'offensive du Nord-Constantinois et du Congrès de la Soummam, nous demeurons convaincus, animés par la foi en le serment des chouchada et conscients des capacités de l'Algérie et les facteurs de sa renaissance, de parvenir à davantage de progrès dans notre pays qui pourra faire entendre sa voix et consolider sa place, afin de continuer à s'acquitter pleinement de son rôle axial dans la région et dans le monde, puisant la détermination de l'attachement du peuple algérien à la fierté, à la souveraineté et au développement, et du

legs des valeureux chouchada", a ajouté le président de la République. Le Président Tebboune a mis en exergue, à l'occasion de la commémoration de ce double anniversaire, "le sentiment de fierté d'appartenir à une patrie forte par les sacrifices de ses chouchada qui ont légué aux générations, la loyauté aux principes de l'intemporelle Déclaration de novembre et aux vertus consacrant la conscience nationale, les incitant à être jaloux de ce pays qui a livré un combat acharné pour se libérer du joug colonial... recouvrant sa liberté au prix d'un sang cher et sacré".

R E.

ALIMENTATION
DU MARCHÉ EN
LÉGUMES SECS ET RIZ

Les précisions du
ministère de
l'Agriculture

L'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), importateur exclusif des légumineuses secs et du riz, dispose d'un stock suffisant de ces produits pour "satisfaire aisément" les besoins du marché national, a affirmé jeudi dans un communiqué le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, démentant les informations au sujet d'une prétendue lenteur d'approvisionnement du marché.

"L'OAIC, importateur exclusif des légumineuses et du riz, est à même de répondre aisément, de par ses capacités et ses moyens opérationnels, à l'ensemble des demandes en ces produits à l'échelle nationale", indique la même source.

"Suite à des informations relayées sur les réseaux sociaux et à des déclarations faites sur des chaînes médiatiques au sujet d'une lenteur enregistrée par l'OAIC dans l'approvisionnement du marché national en légumineuses et qui risquerait de durer quelques mois", le ministère de l'Agriculture et du Développement rural "dément en bloc ces déclarations dénuées de tout fondement qui participent à générer un climat de pression intolérable parmi nos concitoyens".

L'OAIC dispose de "quantités considérables et suffisantes de légumineuses et de riz (stocks de régulation et de sécurité)", note la même source, rappelant que les produits en question sont emballés et floqués de la marque de l'OAIC ou de la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS), et proposés en "packs de différents volumes (à partir de 1 kg) et à des prix raisonnables".

Pour ce qui est des opérateurs économiques et des industriels (publics ou privés): les grossistes, les détaillants et les restaurants collectifs, le ministère a souligné que la vente de ces produits est "libre" et qu'elle «intervient sur demande auprès de l'OAIC».

SIDÉRURGIE

L'AQS de Bellara exportera ses
produits vers l'Europe de l'Est

La société de sidérurgie Algerian Qatari Steel (AQS) de Bellara (Jijel) obtient, auprès de l'Entreprise polonaise Zetom (essais, analyses techniques et certifications), un certificat de conformité du fer à béton qu'elle produit. Ceci lui permettra de pénétrer les marchés d'Europe de l'Est, a indiqué, samedi, la direction de l'information d'AQS.

Par S R.

La même source a ajouté qu'après achèvement des différents tests et analyses du produit et de son processus de fabrication, le fer à béton de la société AQS a été déclaré conforme aux normes de qualité en vigueur en Pologne, d'où l'obtention de ce certificat qui lui permet d'aller à la conquête des marchés d'Europe de l'Est. L'obtention de ce certificat par la société AQS auprès de l'entreprise Zetom, qualifie la société algéro-qatarie pour la commercialisation de fers à béton de différents diamètres en Pologne, ce pays constituant le premier marché de la société en Europe de l'Est et la première étape importante en vue de l'entrée du produit de Bellara sur les marchés de cette région du monde. a-t-on ajouté.



L'on a également souligné que le certificat délivré par Zetom est une "étape très importante" dans le renforcement de la position des produits d'AQS puisqu'il lui fait pénétrer de nouveaux marchés mondiaux avec une capacité concurrentielle qui lui conférera un capital confiance de la part des partenaires de la société sur divers marchés, qu'ils soient régionaux ou internationaux.

Cette étape cruciale "s'inscrit en droite ligne de la concrétisation du programme stratégique de l'Etat algérien visant à promouvoir les exportations dans divers secteurs en dehors des hydrocarbures, en particulier dans le secteur de la sidérurgie", a encore soutenu la même source.

Celle-ci a considéré, dans ce contexte, que le certificat de conformité en matière de qua-

lité, pour la commercialisation des produits d'AQS en Pologne, représente "un acquis qui traduit l'excellence et la compétence technique de la société algéro-qatarie dans la production de fer à béton". C'est également la preuve de l'engagement de la société à fournir les meilleurs produits et les meilleurs services conformément aux normes internationales les plus sévères.

Pour rappel, la société AQS de Bellara avait obtenu, en février dernier, le certificat de conformité des produits ferreux et fils de fer auprès de l'organisme britannique d'homologation des produits sidérurgiques dans le monde, ouvrant ainsi à la société de nouveaux marchés internationaux comme l'illustrent des exportations vers l'Angleterre, l'Australie, Singapour, l'Irlande et d'autres pays.

TRANSPORT AÉRIEN

Air Algérie prépare le lancement
d'une nouvelle route vers l'Éthiopie

La compagnie aérienne nationale Air Algérie renforce ses dessertes vers le continent africain. Elle se prépare pour le lancement d'une nouvelle route vers l'Éthiopie, renforçant ainsi sa présence en Afrique. Selon les informations du site spécialisé News Aero, le vol inaugural de la liaison Alger-Addis-Abeba est prévu pour le 30 octobre prochain.

Cette nouvelle route permettra de relier la capitale algérienne à d'Addis-Abeba, la capitale de l'Éthiopie. Les vols seront opé-

rés deux fois par semaine, les lundis et les vendredis, à bord d'un Airbus A330-200. Ce service offrira aux voyageurs une connexion directe entre les deux destinations, éliminant la nécessité de passer par des escales ou des correspondances. L'annonce de cette nouvelle route vient renforcer la présence croissante d'Air Algérie en Afrique. La compagnie nationale a également programmé l'ouverture d'une liaison vers Johannesburg, en Afrique du Sud, le 21 septembre 2023. Les vols vers Johan-

nesburg seront également opérés en utilisant un Airbus A330-200, deux fois par semaine, les jeudis et les dimanches.

La décision d'ajouter Addis-Abeba à son réseau de destinations souligne la volonté d'Air Algérie d'étendre ses horizons et de renforcer sa connectivité avec d'autres pays africains.

Cette nouvelle route sera une première pour la compagnie, car elle ne fera face à aucun concurrent sur cette trajectoire.

De plus, Air Algérie a annoncé

ses projets d'ouvrir de nouvelles lignes vers d'autres pays africains tels que le Cameroun et le Gabon. Actuellement, la compagnie dessert déjà sept pays en Afrique, à savoir le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et la Tunisie. Fin juillet dernier, Air Algérie a lancé une nouvelle ligne directe reliant Alger à la ville russe de Saint-Petersbourg, à raison de trois vols par semaine, à savoir lundi, mercredi et samedi.

R E.

PÉTROLE

Le Brent à près de 85 dollars

Les cours du pétrole sont de nouveau au vert, ce samedi, sur les marchés mondiaux, et ce, malgré les craintes de la demande de la Chine, dont l'économie traverse une période de déflation et une crise de l'immobilier.

Le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en octobre, a gagné ce samedi matin 0,83% à 84,82 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en septembre, a pris 1,26% à 81,40 dollars, un plus haut depuis novembre 2022. La remontée des prix du brut avant le week-end a été influencée par des informations signalant un important tirage des réserves de Cushing, dans l'Oklahoma, où

le WTI américain est stocké. Des drones ont survolé la région et ont rapporté une réduction de plus de 3 millions de barils dans les réserves de Cushing au cours de la semaine.

Cette situation préfigure un rapport positif sur les stocks à venir, qui sera publié la semaine prochaine par l'Agence américaine d'informations sur l'énergie (EIA), selon l'analyste Matt Smith de Kpler, cité par l'agence AFP.

Ces tirages de stocks semblent destinés à alimenter les exportations depuis la région du Golfe du Mexique, où le brut américain devient de plus en plus compétitif par rapport au brut en provenance du Moyen-Orient.

Malgré ces développements, les fluctuations des prix du pétrole sont toujours soumises à la tension entre les inquiétudes concernant la demande chinoise et les efforts de l'Arabie saoudite pour prévenir une chute des prix en réduisant sa production.

Les analystes soulignent que les difficultés économiques de la Chine ont un impact sur le moral des investisseurs, ce qui les rend moins enclins à se tourner vers des actifs à risque tels que le pétrole, qui est plus volatil. Les récentes données économiques de la Chine, telles que des ventes au détail moins fortes qu'attendu et un ralentissement de la production industrielle, ont suscité des préoccupations. De plus, la

suspension de la publication mensuelle des chiffres de chômage chez les jeunes en Chine a ajouté à l'incertitude économique.

La crise immobilière chinoise a également eu un impact sur les marchés. Jeudi, le géant chinois de l'immobilier Evergrande a demandé son placement en faillite aux États-Unis, ce qui reflète les difficultés persistantes du secteur.

Parallèlement, les États-Unis surveillent les perturbations climatiques, avec des tempêtes venant de l'ouest qui pourraient affecter la région du Golfe la semaine prochaine et retarder l'arrivée de tankers transportant du brut.

R E.

L'AUTORITÉ NATIONALE DE PROTECTION DES DONNÉES
À CARACTÈRE PERSONNEL EN ALGÉRIE (ANPDP)

Vers une nouvelle ère de démocratie numérique

Dans un monde où chaque clic, chaque partage et chaque inscription en ligne devient une trace numérique, l'Algérie prend une initiative audacieuse. Avec la mise en place de l'ANPDP, le pays s'affirme sur la scène internationale des données personnelles. Mais de quoi s'agit-il réellement et qu'est-ce que cela signifie pour le simple citoyen ? Plongeons ensemble dans cette nouvelle ère de la démocratie numérique algérienne. Jamais le sujet de la protection des données personnelles n'a été aussi important. Chaque seconde, des milliards d'informations circulent, se stockent et, trop souvent, se monnaient sur la grande toile numérique.

1^{ère} partie

Dans cette effervescence, l'Algérie se positionne résolument avec le règlement intérieur de l'ANPDP, fraîchement promulgué ce mois d'août, concrétisant ainsi la Loi relative à la protection des données. Si cet organe s'inspire des standards mondiaux, il incarne surtout une ambition typiquement algérienne : garantir la sécurité de chaque citoyen dans cet océan digital. Mais de quoi parle-t-on exactement ? Quelle est la portée réelle de cette initiative ? Et au fond, quels changements cela implique-t-il pour notre quotidien ? Plongeons ensemble dans cette nouvelle ère de la démocratie numérique algérienne. Jamais le sujet de la protection des données personnelles n'a été aussi important. Chaque seconde, des milliards d'informations circulent, se stockent et, trop souvent, se monnaient sur la grande toile numérique. Dans cette effervescence, l'Algérie se positionne résolument avec le règlement intérieur¹ de l'ANPDP², fraîchement promulgué ce mois d'août, concrétisant ainsi la Loi³ relative à la protection des données. Si cet organe s'inspire des standards mondiaux, il incarne surtout une ambition typiquement algérienne : garantir la sécurité de chaque citoyen dans cet océan digital. Mais de quoi parle-t-on exactement ? Quelle est la portée réelle de cette initiative ? Et au fond, quels changements cela implique-t-il pour notre quotidien ?

L'environnement international : Un éveil global sur la protection des données

L'affaire Cambridge Analytica, parmi d'autres scandales d'envergure, a révélé les fragilités de la gestion des données à l'ère numérique. En réponse à ces vulnérabilités, un grand renouvellement législatif a été observé à travers le monde. La Tunisie, bien que son INPDP soit en phase de maturation, aspire à s'harmoniser aux normes internationales. Les Émirats Arabes Unis, tout en respectant leurs particularités culturelles et économiques, sont en train d'ajuster leur cadre réglementaire pour mieux correspondre aux standards globaux. Ainsi, la France se fie à la CNIL comme garde-fou, pendant que l'Europe adopte le RGPD⁴ comme référence. L'Italie et l'Espagne, en tant que membres de l'UE, se conforment également à ce dernier. Malgré sa sortie de l'UE, le Royaume uni maintient des normes comparables au RGPD avec son UKGDPR⁵. De l'autre côté de l'Atlantique, aux États-Unis, en l'absence d'une régulation fédérale unifiée, des initiatives étatiques, comme le



CCPA en Californie, ont vu le jour.

L'Algérie à la croisée des chemins

L'Algérie se trouve dans une position unique. Avec une population jeune et une pénétration croissante de l'internet, les données circulent à une vitesse vertigineuse. Prenons l'exemple de la ville d'Oran, où un projet pilote de "ville intelligente" est en cours. Ici, tout, des feux de circulation aux systèmes d'irrigation, vont générer des données. Mais qui est responsable de ces informations ? Comment s'assurer qu'elles ne sont pas mal utilisées ? C'est là qu'intervient l'Autorité nationale. Elle ne se contente pas de réglementer, elle doit aussi éduquer les citoyens sur leurs droits. Pour un citoyen, qui utilise régulièrement des applications de e-commerce ou de VTC à Alger, cela signifie qu'il a le droit de savoir comment ses données en général et celles relatives à sa géolocalisation en particulier, sont utilisées et stockées aussi bien en Algérie qu'à l'étranger.

Les défis pour les entreprises

Les entreprises algériennes, qu'il s'agisse de ceux des télécoms ou de start-ups technologiques en passant par les micro-entreprises, doivent maintenant naviguer dans ce nouveau paysage réglementaire. Cela pourrait être vu comme un fardeau,

mais c'est aussi une opportunité. En respectant ces réglementations, les entreprises peuvent gagner la confiance de leurs clients. C'est particulièrement pertinent pour les entreprises technologiques algériennes cherchant à s'étendre au-delà des frontières nationales dont la compatibilité (Compliance) des produits (Matériels ou logiciels) avec les réglementations internationales est nécessaire.

Le rôle de l'Autorité dans la démocratisation de l'Internet

En assurant la protection des données, l'Autorité devrait jouer un rôle crucial dans la démocratisation de l'Internet en Algérie. Cela signifie que chaque citoyen, qu'il soit à Tamanrasset ou à Tipaza, peut accéder à l'Internet en sachant que ses droits sont protégés. Cela renforce la confiance dans les services numériques, encourageant une adoption plus large.

Propositions de CARE

La création de l'Autorité est une première étape. Pour rester pertinente, l'Algérie pourrait envisager des échanges réguliers avec d'autres régulateurs mondiaux, en s'inspirant de leurs meilleures pratiques. De plus, des initiatives de sensibilisation pourraient être lancées, ciblant à la fois le grand public et le secteur privé et public. Il est louable que l'Algérie ait pris des me-

sures pour créer une Autorité dédiée à la protection des données personnelles. Cependant, comme toute nouvelle initiative, elle est loin d'être exempte de critiques constructives. Pour commencer, bien que l'Autorité envisage d'éduquer les citoyens sur leurs droits en matière de données, qu'en est-il : de la sensibilisation ? : Le texte actuel n'offre pas de détails concrets sur la manière dont cette éducation sera dispensée. Des ateliers, des campagnes médiatiques, des programmes scolaires dédiés : comment l'Autorité envisage-t-elle de sensibiliser la population à cette importante question ?

de la formation continue des membres ? : Il serait pertinent d'inclure une section dédiée à la formation continue des membres de l'Autorité. Avec la technologie évoluant à un rythme effréné, il est essentiel que ceux qui sont à la barre soient constamment à jour avec les dernières tendances et menaces en matière de protection des données.

de son indépendance ? : L'efficacité de l'autorité dépendra largement de son indépendance vis-à-vis du gouvernement, des organes de sécurité et des grandes entreprises. Sans une autonomie garantie, il pourrait y avoir des conflits d'intérêts qui compromettent la protection des données des citoyens. De plus, les sanctions prévues en cas de violation des réglementations doivent être suffisamment dissuasives pour garantir la conformité. de la protection proactive de données ? : La proaction devrait être au cœur de toute nouvelle initiative technologique. C'est ce que l'on entend par "protection des données par conception", ou "privacy by design" en anglais. Cette approche prône que la confidentialité des utilisateurs et la sécurité des données soient des éléments fondamentaux dès la genèse (Développement) d'une nouvelle technologie ou application, et non des ajouts ultérieurs. L'Autorité, en reconnaissant cette importance, pourrait proposer des incitations financières, telles que des déductions fiscales ou des subventions, pour motiver les entreprises à adopter cette philosophie.

En particulier, cela préparerait les entreprises algériennes, notamment les start-ups, à non seulement se conformer aux réglementations locales, mais aussi à être compétitives sur la scène internationale, notamment dans les domaines de développement d'applications et de logiciels. des données transfrontalières ? : Le texte actuel ne mentionne pas comment l'Autorité traitera les données transfrontalières.

A Suivre

BLIDA

Plus d'un milliard DA pour les projets accusant un déficit financier

La wilaya de Blida a bénéficié d'une enveloppe financière de 1,65 milliard de DA pour l'achèvement de projets de développement accusant un déficit financier, a-t-on appris, mardi, auprès des services de la wilaya. Ce montant est destiné au financement de projets de développement en cours de réalisation, accusant un déficit financier, et relevant, notamment, des secteurs de l'éducation, de la santé et de l'enseignement supérieur, a ajouté la même source. La wilaya a également bénéficié, au titre du programme financé par le Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales, d'une autre enveloppe de plus d'un milliard de DA. Sur ce montant, 113 millions de DA sont affectés à la réalisation de sept (7) nouveaux projets dans le secteur de l'éducation et 120 millions DA pour des opérations visant à améliorer l'alimentation en eau potable (AEP), selon les mêmes services. Au titre de l'amélioration des conditions de vie des citoyens, les communes de la wilaya de Blida ont bénéficié d'une enveloppe de près de 846 millions DA pour la réalisation de 64 nouveaux projets de développement, alors que le secteur des travaux publics a été doté d'un montant de plus de 100 millions DA pour le financement de trois nouveaux projets.

La même source a signalé la concrétisation de 267 nouvelles opérations de développement, au moment où les travaux se poursuivent pour la réalisation de 215 autres opérations inscrites dans le cadre du programme sectoriel décentralisé et des Plans communaux de développement (PCD). Par ailleurs, de nombreux projets, inscrits dans le cadre de programmes antérieurs, ont fait l'objet d'une levée du gel, dont deux piscines semi-olympiques, six salles omnisports, et des centres sportifs de proximité. A cela, s'ajoutent un centre de rééducation et de réinsertion d'une capacité de 500 détenus à Larbaa et un centre psychopédagogique pour les inadaptés mentaux dans la commune de Bougara.

GUELMA

10 points de vente en détail de légumes secs

Dix points de vente en détail à prix raisonnables de légumes secs de production locale et d'importation ont été ouverts à Guelma par la coopérative de céréales et légumes secs (CCLS), a indiqué mardi le directeur de cette coopérative Toufik Terad. Ces points ont été ouverts au sein des structures et unités de stockage de la CCLS des communes de Belkheir, Oued Feragha, Roknia, Ain Larbi, Aïn Makhoulouf, Tamlouka, Ain Reggada, Oued Zenati et du village d'Ain Terab (commune d'Oued Zenati), a précisé à l'APS le directeur de la coopérative. Ces points assurent la commercialisation du riz d'importation, du pois chiche local et importé, des lentilles locale et d'importation et des haricots d'importation, a indiqué la même source, précisant que cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts de l'Office interprofessionnel des céréales pour l'approvisionnement du marché national en légumes secs et le rapprochement des points de vente des consommateurs. Des affiches d'information sur les points de vente ont été diffusées par la CCLS, selon le même cadre qui a relevé que les prix pratiqués sont "raisonnables et à la portée des citoyens".

ORAN

Grand engouement pour la piscine extérieure du Complexe olympique Miloud Hadeft

La Direction du nouveau Complexe olympique d'Oran Miloud Hadeft cherche à accroître ses revenus en exploitant les différentes installations de ce grand édifice sportif dont sa piscine olympique extérieure qui a ouvert ses portes cet été au public, une opération ayant déjà connu un "grand succès", a-t-on appris auprès de la Direction du complexe.

"Nous avons enregistré un fort engouement pour la piscine extérieure du complexe olympique, depuis que nous l'avons ouverte au public, peu après la fin des jeux sportifs arabes, dont une partie a été organisée à Oran, aux côtés de quatre autres villes algériennes. Franchement, on ne s'attendait pas à une telle affluence, ce qui nous fait très plaisir", a indiqué à l'APS le directeur général de cet établissement, Abdelkader Menazli. La piscine enregistre un afflux quotidien de vacanciers qui ont trouvé dans cet espace une destination de baignade supplémentaire, notamment pour les riverains ou encore les membres de la communauté nationale vivant à l'étranger.

De nombreux vacanciers justifient leur préférence pour cette piscine plutôt que d'aller aux plages, malgré leur abondance le long du littoral oranais, par "les bonnes conditions offertes par la Direction du Complexe à ses visiteurs, ainsi que la splendeur de la piscine olympique", selon leurs déclarations. L'engouement pour cette structure olympique, une des trois piscines que comprend le centre nautique du complexe sportif de la capitale de l'Ouest algérien inauguré en juin 2022 par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, s'est davantage accru après la revue à la baisse des tarifs d'entrée, a précisé le premier responsable de cette structure.

"Au début, nous avions fixé le prix d'entrée à 2.000 DA pour les plus de 12 ans, 1.000 DA pour les enfants de moins de cet âge, mais nous nous sommes aperçus à travers les commentaires des citoyens sur la page Facebook officielle du complexe qu'ils souhaitaient revoir à la baisse le prix d'entrée, et nous avons consenti alors à exaucer leur vœu", a indiqué M. Menazli. Cette procédure a favorisé une affluence

record à la piscine, obligeant ses responsables à laisser ses portes ouvertes jusqu'à 22H00, à savoir de 09H00 à 17H30 pour la première période, a ajouté le même responsable, indiquant que le Complexe ferme, toutefois, ses portes pour procéder à son entretien, avant de le rouvrir à nouveau pour une deuxième session quotidienne à partir de 18H30.

M. Menazli a, en outre, souligné que sa Direction "a réuni toutes les conditions" au profit des visiteurs de la piscine en installant pas moins de 50 petites tentes pour les protéger du soleil, ainsi que des tables et des chaises. Elle a aussi ouvert une petite boutique pour vendre diverses denrées alimentaires pour les vacanciers à des prix raisonnables. Les responsables de la piscine n'ont pas non plus oublié de penser aux femmes au foyer et au reste de la gent féminine en leur consacrant une journée complète, une fois par semaine, car les portes de cet établissement s'ouvrent exclusivement pour elles tous les dimanches au lieu de vendredi, comme ce fut le cas lors des premiers jours de l'ouverture de la piscine. "Nous leur avons changé le jour de séance hebdomadaire pour exaucer aussi leur désir. La piscine est désormais à leur disposition chaque dimanche de 10H00 à 19H00", a précisé le même responsable.

Des prix raisonnables et des prestations à la hauteur

Le directeur de Complexe olympique Miloud Hadeft a prédit, au passage, que les revenus du complexe seraient plus importants au fil du temps, grâce notamment à la médiatisation de cette opération. "La prochaine reconversion du village méditerranéen, qui n'est distant que de quelques kilomètres du Complexe olympique, en un complexe touristique

pour l'hébergement des hôtes d'Oran, après que les pouvoirs publics aient affecté cette importante installation, qui a accueilli les athlètes participant aux Jeux Méditerranéens en 2022 et ceux de Jeux Arabes cet été, au profit de la wilaya d'Oran, favorisera aussi un fort engouement pour notre piscine", a-t-il prévu.

La capacité d'accueil du village méditerranéen est estimée à plus de 8.000 lits, sachant qu'une partie de ces lits, avoisinant les 800, a été mise à la disposition de la Direction du Complexe olympique en prévision de l'accueil des différents clubs et équipes nationales souhaitant organiser leurs stages de préparation au niveau du Complexe olympique Miloud Hadeft.

Dans ce cadre, l'USM El Harrach, club pensionnaire de la ligue 2 de football, est actuellement en regroupement au complexe en question pour préparer la nouvelle saison. Sa délégation réside au site d'hébergement du centre de formation relevant du même complexe d'une capacité d'accueil d'environ 80 lits, a indiqué M. Menazli. Cela s'inscrit, a-t-il ajouté, dans le cadre de la "politique d'investissement" menée par la Direction du Complexe, dont le statut est un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC). "On s'attend à ce que cette importante infrastructure devienne, lors des prochaines saisons, une destination privilégiée pour les clubs et équipes nationales pour y effectuer leurs stages au lieu de partir à l'étranger, d'autant que notre complexe est doté de toutes les installations sportives permettant une bonne préparation aux grandes compétitions, dont des terrains de football en gazons naturel et artificiel, des piscines, une salle omnisports et une autre d'entraînement, une salle de musculation, ainsi qu'une salle de conférence", a souligné le directeur du Complexe.

MILA

Lancement des travaux de raccordement de 23 zones d'ombre au réseau de gaz naturel

Les travaux d'un important projet portant sur le raccordement au réseau de gaz naturel de 23 zones d'ombre situées dans différentes communes de la wilaya de Mila a été lancé, a-t-on appris dimanche auprès de la Direction de distribution de l'électricité et du gaz (DDEG).

Les travaux qui ont été lancés la semaine dernière sur un réseau de distribution de 167,6 km, moyennant un investissement public de 630 millions de dinars, bénéficieront aux habitants de nombreuses mechtas situées dans 10 communes de la wilaya, a indiqué Rédha Fergani, responsable de la communica-

tion de la Direction de distribution de l'électricité et du gaz. Il s'agit des communes d'Oued Athmania (4 mechtas à raccorder), d'Ain Beïda Ahriche (4 mechtas), de Derahbi Bousselah (6), de Sidi Khelifa (3), de Zeghaïa (3), d'El Ayadi Berbas (1), de Benyahia-Abderrahmane (1),

de Rouached (1) et de Minar Zarza (1), a-t-on détaillé. Pas moins de 1.681 habitations au total seront ainsi raccordées au réseau de gaz naturel, a indiqué M. Fergani, faisant état de la "possibilité d'augmenter ce nombre lorsque les travaux seront achevés".

L'Asie au premier rang du palmarès des lignes aériennes

La crise du Covid n'a pas complètement révolutionné le transport aérien, mais elle a accéléré son évolution. C'est ce qui ressort de la dernière édition du classement des liaisons aériennes les plus fréquentées au monde, publié par le cabinet OAG ce mois-ci.

Si bon nombre de lignes figuraient déjà dans ce classement en 2019, les quelques mouvements observés illustrent plusieurs tendances de fond. A commencer par l'irrésistible montée en puissance de la zone Asie-Pacifique. Sur les dix premières liaisons aériennes mondiales (en nombre de sièges offerts par mois), toutes sont des lignes intérieures en Asie, et même pour la plupart en Extrême-Orient, à l'exception de la ligne Jeddah-Riyad en Arabie saoudite (qui a gagné deux places au classement depuis 2019) et de celle de Mumbai-Delhi en Inde (qui a perdu sept places). La plus fréquentée au monde reste la ligne entre Séoul et l'île de Jeju, au sud de la Corée, véritable pont aérien touristique avec 1,1 million de sièges par mois et plus de 13 millions de passagers par an, essentiellement coréens. Le Top 10 En deuxième position, la ligne Tokyo-Sapporo (1,076 million de sièges par mois) a pris la place de Sydney-Melbourne, reléguée à la 5^e place. Hanoi-Saigon (977.591 sièges par mois) a remplacé Mumbai-Delhi à la troisième place, tandis que Tokyo-Fukuoka a pris la quatrième place à Rio de Janeiro-Sao Paulo. Pour la première fois, deux lignes chinoises figurent dans ce Top 10 : Pékin-Shanghai, en septième position, et Guangzhou-Shanghai au dixième rang. A noter que si la Chine n'a pas encore

dépassé les Etats-Unis en nombre de passagers sur les lignes intérieures – ce devrait être le cas en 2024 ou 2025 – les dix principales lignes domestiques chinoises sont déjà bien plus importantes que les dix principales lignes intérieures américaines. Pékin-Shanghai et Guangzhou-Shanghai voient déjà passer deux fois plus de monde que New York-Los Angeles ou Atlanta-Orlando. Le long-courrier international, européen La prédominance asiatique se retrouve aussi dans le Top 10 des principales routes internationales, mais elle n'est pas (encore) exclusive. Si la numéro un, Hong Kong-Taipei 426.170 sièges), est toujours asiatique, la ligne Le Caire-Jeddah (415.639 sièges) s'est hissée au deuxième rang, devant Kuala Lumpur-Singapour (408.316 sièges). Par ailleurs, une ligne occidentale figure toujours dans ce hit-parade mondial : New York JFK-Londres Heathrow (358.900 sièges par mois). L'Europe conserve néanmoins la main dans un domaine : les liaisons internationales long-courriers. La plupart des grandes lignes asiatiques sont en effet des vols court ou moyen-courriers. Outre Londres-New York, les principales lignes internationales long-courriers, telles que Londres-Dubaï ou Londres-Los Angeles, partent ou arrivent d'Europe. La France parvient même à

figurer dans le Top 20, avec Paris CDG-New York JFK (207.772 sièges par mois) et Paris CDG-Montréal. C'est l'addition de l'attractivité touristique des grandes métropoles européennes et du positionnement des grands hubs européens entre l'Amérique, l'Asie et l'Afrique, qui leur assurent un gros complément de trafic en correspondance.

Développement des longs vols sans escale

Toutefois, dans ce domaine aussi, la tendance de ces dernières années n'est pas entièrement favorable aux hubs européens. Il y a, bien sûr, le développement des hubs des pays du Golfe, qui a détourné notamment une partie du trafic international entre l'Inde et l'Amérique. Mais aussi le développement des vols sans escale, permis par l'arrivée d'une nouvelle génération de gros-porteurs long-courriers moins gourmands en carburant. A savoir, pour l'essentiel le Boeing 787-9 et l'Airbus A350-900. Et là encore, les compagnies d'Asie-Pacifique sont à la manœuvre. Des dix plus longs vols sans escale répertoriés par OAG, presque tous sont entre l'Asie et les Etats-Unis et permettent donc d'éviter un arrêt en Europe ou en Asie (à l'exception de la ligne Dubaï-Auckland, en Nouvelle Zélande, d'Emirates). La plus longue ligne aérienne du monde est le

Singapour-New York JFK lancé par Singapore Airlines en 2021, d'une durée de 18 heures et 40 minutes, pour une distance de 15.332 km. C'est trois kilomètres de plus que la deuxième plus longue ligne du monde, opérée aussi par Singapore Airlines, entre New York Newark et Singapour, qui détenait le record jusque-là. En troisième position, on retrouve le vol Perth-Londres Heathrow de Qantas Airways, d'une durée de 17 heures 45, suivi par un Melbourne-Dallas de la même compagnie australienne, en 17 heures 35, et le vol Auckland-New York d'Air New Zealand (16 heures 15).

Un vol de près de 20 heures

Ces vols au long cours sont de plus en plus longs. Ainsi, la ligne Los Angeles-Singapour, qui était la plus longue du monde de 2016 à 2019, n'apparaît plus qu'en septième position. Même chose pour Dallas-Sydney, passée de la première place en 2014 à la neuvième en 2023. Et Singapour-New York ne devrait pas conserver longtemps la palme, puisque Qantas a déjà annoncé le lancement, en 2025, d'un vol sans escale de 17.000 km entre Sydney et Londres, qui durerait près de vingt heures, avec un Airbus A350-1000 spécialement aménagé.

Source : Les Echos

Comment l'Inde bouscule l'ordre mondial

Sébastien Boussois (*)

Le prochain sommet des dirigeants du G20, le 18^e du nom, se tiendra à côté de Delhi, en Inde, les 9 et 10 septembre prochains. Après le sommet du G7 de Hiroshima, au Japon, qui a eu lieu en mai dernier, l'attention sera à nouveau concentrée sur les pays émergents en pleine « permacrise » planétaire. Ce « Sud global », qui pèse démographiquement près des deux tiers de l'humanité, attise la convoitise de l'Occident comme de ceux qui le défient, d'autant plus depuis le début de la guerre en Ukraine en 2022. L'Inde, pays hôte, sera donc avec ce G20 encore plus au carrefour de toutes les tentatives de séduction, d'autant que New Delhi essaie de se positionner depuis plusieurs mois à la fois comme un médiateur de crises et une passerelle entre deux mondes qui sont en train de s'affronter. Mais, reconnaissons-le, l'Inde depuis l'invasion de l'Ukraine par Moscou n'applique aucune des sanctions occidentales contre la Russie. Vu d'Europe,

l'Inde est lointaine et encore en plein développement. C'est vite oublier que récemment, elle a ravi à la Chine la place de première puissance démographique avec une population de près de 1,408 milliard d'habitants, ce qui pourrait lui permettre de réorienter son nouvel agenda politique et géostratégique mondial. La guerre psychologique à laquelle se livrent Etats-Unis et Chine pour la première puissance mondiale a permis dans l'ombre à Delhi de placer ses pions. C'est le fait d'un homme, le Premier ministre Narendra Modi, ancien vendeur de thé, hissé au rang de dirigeant international, qui compte plus que jamais dans le concert des nations. C'est une occasion unique pour le sous-continent indien de montrer que, sous l'impulsion de son Premier ministre, pourtant controversé en Occident, le pays se modernise à grands pas. Modi est classé en Occident dans la galaxie turbulente des dirigeants populistes, comme Jair Bolsonaro, Donald Trump ou Boris Johnson. Modi veut le meilleur pour l'Inde :

son Inde, c'est certes surtout celle des Hindous, au vu de la manière dont il défend la fameuse « hindutva », l'identité nationale que certains qualifient parfois de suprémaciste. Mais Modi, c'est aussi une véritable révolution interne dans le pays depuis plusieurs années : l'Inde d'il y a neuf ans, quand il est arrivé au pouvoir, n'est pas celle d'aujourd'hui. La pauvreté a été réduite de 30 % en moins de dix ans. Il faut créer au moins 10 millions d'emplois supplémentaires chaque année pour absorber les jeunes entrant sur le marché du travail et le gouvernement n'est pas loin d'y parvenir. Depuis 2017, on assiste à un essor spectaculaire des classes moyennes en Inde. Malgré les difficultés, Modi, le velléitaire, vend l'Inde, son économie, son dynamisme, ses technologies, à merveille à l'étranger. De sa présence sur les Champs-Élysées le 14 juillet dernier, sur invitation du président Macron pour la fête nationale, à la vente miracle de 26 avions Rafale, en passant par son déplacement aux Emirats

arabes unis dans la foulée, Modi fait feu de tout bois. La réalité est que Modi, en moins d'une décennie, répond aux besoins de son peuple : il modernise le pays, sécurise ses frontières face à un Pakistan instable, protège son industrie et fait de son pays une usine mondiale, dynamise les nouvelles technologies et se concentre sur ce que le G20 attend de lui : lutte contre la pauvreté, lutte contre les inégalités de genre, défense de l'éducation, protection de l'environnement. Ainsi, les dirigeants indiens ont profité de l'occasion pour pousser les Etats du pays à se saisir de la question, pour espérer au plus vite rejoindre les standards internationaux qui permettront à l'Inde de demain ou d'après-demain de venir à bout des défis monstrueux qui sont les siens. Dans la lignée de tous les dirigeants populistes du moment, Modi c'est « Make India great ». Le « again » viendra. (*) chercheur et enseignant en relations internationales Source les Echos

AVEC UN TAUX
TARIFAIRE SANS
PRÉCÉDENT
**La nouvelle usine
de dessalement de
Dubai attribuée à
ACWA Power**

ACWA Power a été sélectionnée pour exploiter l'une des plus grandes usines de dessalement au monde à Dubai après avoir soumis le taux tarifaire nivelé le plus bas au monde pour l'eau.

La société basée en Arabie saoudite a été désignée comme l'enchérisseur préféré pour gérer l'installation de dessalement par l'installation Hassyan Seawater Reverse Osmosis par l'Autorité de l'électricité et de l'eau de Dubai.

Cette victoire a été obtenue après qu'ACWA Power ait proposé un taux tarifaire sans précédent de 0,365\$ (1 dollar = 0,92 euro) par mètre cube, établissant ainsi un record mondial pour le premier projet indépendant de production d'eau de DEWA.

La société est à présent prête à développer et à opérer l'usine d'une capacité de 818 280 m3/jour, ce qui propulsera la capacité totale d'approvisionnement en eau d'ACWA Power à 7,6 millions de m3/jour.

Marco Arcelli, PDG d'ACWA Power, a déclaré : « Nous sommes ravis réitérer notre performance en établissant à nouveau le record mondial du taux tarifaire nivelé le plus bas. En fait, il s'agit du tout premier projet de modèle de producteur d'eau indépendant dans l'histoire à franchir le seuil des 0,4 \$/m3 pour une installation d'osmose inverse d'eau de mer de cette envergure. »

« Cela a été possible par la combinaison de l'innovation et de notre détermination à améliorer constamment l'efficacité de nos projets. »

Il a ajouté : « Nous sommes honorés d'avoir été chargés de ce projet par notre partenaire de longue date, DEWA, et nous nous engageons à contribuer à la Stratégie énergétique intégrée de l'Émirat de Dubai 2030 pour fournir de l'eau propre, abordable et responsable à ses communautés. »

L'usine fait partie intégrante de la stratégie de DEWA visant à accroître la capacité de dessalement de l'eau de Dubai et à produire 100% de la matière première à partir d'un mélange d'énergie propre et de chaleur résiduelle d'ici 2030, selon le PDG de la société, Saeed Mohamed al-Tayer.

Il a poursuivi : « Nous avons une orientation claire pour le secteur de l'énergie à Dubai, avec une priorité accordée à l'utilisation d'énergie propre, en accord avec la Stratégie énergétique propre de Dubai 2050 et la Stratégie de réduction nette des émissions de carbone de Dubai 2050. Notre objectif est d'assurer que 100% de la capacité totale en énergie de Dubai provienne de sources d'énergie propre d'ici 2050. »

Une fois achevée en 2026, l'IWP de Hassyan augmentera la capacité de dessalement de l'eau à Dubai de 2 227 540 millions de m3/jour à 3 409 500 millions de m3/jour.

ACWA Power a récemment été reconnue par Global Water Intelligence comme le plus grand développeur de projets d'eau en dehors de la Chine et est désormais présente dans plus de 12 pays.

MAROC

Le déficit de la balance commerciale en hausse de 7,2 % en 2022

En 2022, les transactions commerciales du Maroc avec le reste du monde ont atteint une valeur de 116,8 milliards \$ contre 85,9 milliards \$ en 2021. Malgré cette hausse du commerce extérieur, le déficit commercial du royaume chérifien s'est détérioré, atteignant 22,7% du PIB.

La balance commerciale du Maroc a affiché un déficit en hausse de 7,2 points de pourcentage, passant de 15,5% du PIB en 2021 à 22,7% du PIB en 2022. C'est ce qu'indique le rapport annuel du commerce extérieur publié par le ministère de l'Economie, le mercredi 16 août. Selon le rapport, le déficit commercial s'est élevé à 308,8 milliards de dirhams (environ 31 milliards \$) en 2022 contre 199,2 milliards de dirhams (environ 20 milliards \$) l'année précédente. L'office des changes explique cette tendance par une augmentation plus importante des importations de biens (+39,5%), par rapport à celle des exportations (+30,1%). Les importations se sont chiffrées à 737,4 milliards de dirhams contre 528,6 milliards

dirhams en 2021, soit une augmentation de 208,8 milliards. Cette hausse est en grande partie attribuable « aux achats de produits énergétiques, de demi-produits et des produits alimentaires qui représentent plus de 75,7% », souligne le rapport. Les exportations ont quant à elles augmenté de 99,3 milliards de dirhams, passant de 329,4 milliards de dirhams à 428,6 milliards de dirhams sur la période étudiée. Cette croissance est due à l'augmentation significative des ventes de demi-produits, principalement « les phosphates et dérivés » dont les exportations ont progressé de 43,9% pour atteindre 115,5 milliards de dirhams en 2022. Ils deviennent ainsi le premier secteur exportateur, devançant le secteur automobile

qui affiche une hausse de 33% la même année. En ce qui concerne les partenaires commerciaux du royaume chérifien, l'Europe est en tête avec 58,8% du total des échanges commerciaux, suivie par l'Asie (22,1%), l'Amérique (12,5%) et l'Afrique (5,5%). Toutefois, la balance commerciale avec chacun de ces partenaires affiche un déficit, à l'exception de l'Afrique qui enregistre un excédent ayant plus que doublé pour atteindre 13,3 milliards de dirhams contre 6,2 milliards de dirhams en 2021. Notons qu'au premier trimestre 2023, la croissance du Maroc s'est établie à 3,5% avec une contribution positive des échanges extérieurs de 3,6 points, selon les données du Haut-commissariat du Plan.

LIBAN

La stabilité économique du pays en jeu

Le Premier ministre intérimaire du Liban, Nadjib Mikati a lancé jeudi un nouvel appel au Parlement pour qu'il approuve une série de lois économiques cruciales, en réponse à son incapacité, jusqu'à présent, à se réunir pour discuter du Fonds souverain du pays et de la législation sur le contrôle des capitaux. « Dans les pays qui ont été confrontés à des crises économiques similaires, le Parlement serait constamment en session et ces pays auraient résolu les crises », a déclaré Mikati. « Au Liban, cela fait quatre ans que nous parlons du contrôle des capitaux sans parvenir à une discussion, que ce soit lors d'une session parlementaire ou pour trouver une solution. « Il existe de nombreuses propositions législatives au Parlement concernant le plan de relance, la restructuration des banques et le comblement du déficit financier. Toutes ces questions doivent être résolues immédiatement », a-t-il poursuivi. « Si le Parlement ne se réunit pas pour les adopter collectivement, il n'y aura pas de stabilité économique dans le pays. « Nous avons atteint une phase exceptionnellement difficile, et

notre économie est en train de se transformer en une économie basée sur l'argent liquide, exposant le Liban à de nombreux risques. Si nous ne parvenons pas à trouver une solution, chaque individu devra assumer sa responsabilité. » De nombreux législateurs qui ont boycotté la session législative ont des doutes quant à l'existence de failles et de favoritisme dans le projet de loi sur le fonds souverain, a déclaré le député Sajih Atiyeh, chef de la Commission parlementaire du travail et de l'énergie. Le projet de loi n'a pas encore fait l'objet d'une discussion en commission, a-t-il ajouté. Le député Osama Saad, quant à lui, a déclaré que la législation proposée sur le contrôle des capitaux « protège quelque peu les intérêts des banques ». Un autre député, Salim al-Sayegh, a fait remarquer que « la session législative perturbe l'équilibre des pouvoirs en l'absence d'un président, et nous recherchons un dialogue mené par le président. » Un groupe de déposants a tenté d'empêcher les députés d'accéder au Parlement en organisant une manifestation autour des locaux, s'opposant à toute

tentative d'adoption d'une législation sur le contrôle des capitaux. Le gouvernement intérimaire a approuvé mercredi le budget pour l'année en cours. Le déficit budgétaire est passé de 18,5% à environ 24% en raison des demandes de certains ministres de réviser leurs allocations. Jeudi, une panne d'électricité a incité Mikati à s'engager verbalement auprès d'un important fournisseur d'électricité à « payer 7 millions de dollars (1 dollar américain = 0,92 euro) par mois en échange de la mise en service immédiate des centrales électriques ». Mikati a agi après que Primesouth, qui gère les centrales électriques de Deir al-Zahrani et Deir Ammar, a entamé une fermeture de vingt-quatre heures pour faire pression sur le gouvernement afin qu'il règle les dettes accumulées depuis plus de quatre ans et qu'il honore les engagements pris par Électricité du Liban pour effectuer les paiements échelonnés en suspens depuis le mois de mars. Interrogé sur l'origine des dollars promis pour payer Primesouth, Mikati a déclaré : « La crise émergente est en cours de résolution. »

RAPPORT

La Tunisie perce en maturité technologique en Afrique

Plusieurs pays africains ont un indice de maturité technologique supérieur à la moyenne mondiale qui est estimé à 0,50 en 2022, c'est ce qu'indique un nouveau rapport de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) sur le développement économique en Afrique. Les pays cités au rapport de l'organisation onusienne sont la Tunisie (0,56), le Maroc (0,55) et

le Botswana (3,05). La performance logistique de l'Afrique du Sud explique le développement de la connectivité et de la logistique de sa chaîne d'approvisionnement, souligne le rapport.

Les chaînes d'approvisionnement de haute technologie

D'après la CNUCED, l'industrie automobile, les téléphones mobiles, les panneaux solaires, les produits pharmaceutiques et les dispositifs médicaux impliquent toutes une variété d'activités économiques et nécessitent de nombreux intrants et matières

premières différents. Bien que les pays d'Afrique soient marginalement intégrés dans les chaînes d'approvisionnement des industries à forte intensité technologique, à l'exception de l'exportation de matières premières, il est possible d'approfondir l'intégration substantielle dans les chaînes d'approvisionnement locales et régionales. Le rapport révèle que l'activité d'assemblage final et d'exportation est largement concentrée en Afrique du Sud et dans certains pays d'Afrique du Nord, tels que l'Égypte, le Maroc et la Tunisie. Pourtant, même dans ces pays à revenu intermédiaire, la plupart

des intrants sont encore importés de l'extérieur de l'Afrique. Il s'agit d'un obstacle pour ces chaînes d'approvisionnement qui souhaitent créer des emplois et se diversifier. Reconnaisant le potentiel de ces chaînes d'approvisionnement de haute technologie pour le développement durable, la CNUCED indique que les pays africains à revenu intermédiaire ont déjà attiré des investissements dans des activités en amont et encouragé l'approvisionnement local, par exemple par le biais de partenariats et d'exigences en matière de contenu local.

NIGERIA/MALGRÉ UN APPORT EN DEVISE DE 3 MILLIARDS \$ D'AFREXIMBANK

Les investisseurs de ses eurobonds restent sceptiques

Malgré des signes positifs au T1 2023, l'écart de rendement dépasse 3%. La crédibilité financière du Nigeria est scrutée, avec des défis tels que l'inflation et un double taux de change. L'intervention d'Afreximbank soutient les réserves, mais les besoins en devises restent élevés.

Les 3 milliards \$ de ressources en devises fournis par la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) sous forme de prêt à la société nationale pétrolière du Nigeria ne semblent pas suffire pour rassurer les créanciers ayant investi dans des eurobonds émis par le pays sur le marché international des capitaux. Au mercredi 16 août, l'écart entre les rendements exigés par les investisseurs et le taux d'intérêt initial lors de l'émission demeure élevé, dépassant 3 points de pourcentage. La crédibilité d'un pays sur le marché des capitaux est étroitement liée à sa capacité à disposer des liquidités nécessaires pour honorer ses remboursements. De plus, l'un

des critères surveillés par les investisseurs sur les titres d'emprunt émis par des pays africains est la position extérieure, ainsi que tous les éléments pouvant l'affecter. Pour le Nigeria, certains indicateurs sont encourageants. Au premier trimestre 2023, le pays a respecté tous ses engagements relatifs au service de sa dette, malgré un contexte international tendu et une baisse du prix du pétrole durant les trois premiers mois de l'année, associée à des élections présidentielles risquées. Aussi, le Nigeria a continué de voir une réduction de ses importations de ressources en devises. Cependant, la coexistence d'un double système de taux de change, associée à

une inflation en hausse, a renforcé la prudence des investisseurs internationaux ciblant les actions des entreprises cotées à la Bourse de Lagos et les titres de dette intérieure émis par le gouvernement fédéral. Ainsi, l'intervention d'Afreximbank vise à renforcer les réserves. Mais, bien que la holding pétrolière nationale, acteur clé du secteur pétrolier nigérian, soit le principal bénéficiaire, une portion de ces ressources sera dirigée vers les comptes du Trésor public. Notons en ce sens que les besoins en devises du gouvernement demeurent considérables, tant pour les dépenses directes que pour les marchés publics.

TOGO

Des avancées dans la mise en œuvre des réformes au premier semestre 2023

Au Togo, les réformes entreprises dans les départements ministériels et les institutions de l'État ont enregistré un taux de réalisation physique de 47 % pour une exécution financière de 28 % au premier semestre 2023, a indiqué Affo Tchitchi Dédji, le Secrétaire permanent chargé du suivi des politiques de réformes et des programmes financiers, lors d'un atelier à Lomé. La rencontre avait pour objectif de dresser un bilan de la mise en œuvre des réformes. Elle visait également à engager des discussions, à identifier les contraintes et à proposer des solutions pour accélérer leur mise en œuvre. Les différentes présentations ont mis en évidence les princi-

pales réalisations opérationnelles des réformes au sein des ministères et des institutions de l'État au premier semestre 2023. La gestion axée sur les résultats a également été évoquée. Sur ce plan, le pays est à son troisième exercice. Selon les officiels, des actions complémentaires se poursuivent avec le soutien des Partenaires Techniques et Financiers. Le Secrétaire permanent a ainsi assuré que le suivi régulier des réformes serait maintenu et amélioré pour obtenir des résultats optimaux d'ici à la fin de l'année 2023. Les travaux ont été ouverts par Akou Mawussé Afidenyigba, directrice de cabinet du ministre de l'Économie et des Finances. « Ces

réformes touchent notamment le système de gestion des finances publiques, les secteurs de l'agriculture, de la santé, de l'éducation, du numérique, du foncier, de l'environnement, de la décentralisation, de l'emploi, et du social avec un accent particulier sur le développement du secteur privé. Ces réformes, qui s'alignent sur la vision du chef de l'État, ont permis, entre autres, d'améliorer le fonctionnement et la performance de tous les secteurs socioéconomiques, et de maintenir un cadre macroéconomique et budgétaire sain, malgré les différents chocs enregistrés », a indiqué la fonctionnaire, citée par l'ATOP.

POUR S'ÉTENDRE SUR DE NOUVEAUX SECTEURS EN AFRIQUE

Founders Factory Africa lève 114 millions \$

L'investisseur technologique sud-africain Founders Factory Africa a constitué, en cinq ans d'activité, un portefeuille de plus de cinquante-cinq entreprises, réparties dans onze pays africains. Son ambition est d'étendre ses opérations dans de nouvelles sociétés et ancrer sa présence sur le continent. Founders Factory Africa (FFA), qui investit dans des start-up africaines en phase de démarrage, a annoncé mardi 15 août, la levée d'un financement supplémentaire de 114 millions \$. La ressource a été obtenue auprès de la fondation canadienne Mastercard Foundation et du fonds d'impact de la fondation Johnson & Johnson. Elle permettra à Founders Factory Africa, qui a déjà investi dans plus de 55 entreprises réparties dans 11 pays d'Afrique de l'Est, de l'Ouest, du Nord et australe, d'étendre sa portée à travers l'Afrique, en finançant de nouvelles start-up. L'investisseur technologique domicilié en Afrique du

Sud a également annoncé qu'il prévoyait investir dans de nouveaux secteurs d'activités non spécifiés pour le moment. En s'engageant aux côtés de Founders Factory Africa, Johnson & Johnson Impact Ventures espère financer de manière indirecte de jeunes entreprises technologiques africaines, axées exclusivement sur le secteur de la santé. Le fonds d'impact de la fondation Johnson & Johnson soutient que l'accès au capital et à l'expertise technique en faveur de ces healthtechs permettra d'améliorer de manière considérable l'accès à des soins de haute qualité en Afrique. FFA, qui a la particularité de soutenir des entreprises en phase de développement très précoces et donc plus risquées en Afrique, combinera capital et soutien opérationnel, dans le cadre de ses prochaines opérations sur le continent. En plus de son offre d'investissement en capital, il inclura du capital non dilutif, ceci dans le but de mieux répondre aux besoins de

start-up africaines. L'investisseur accompagnera également ces entreprises en portefeuille en matière de création d'entreprise. Précisons que ce financement supplémentaire de 114

millions \$ fait suite à des investissements antérieurs réalisés dans Founders Factory Africa par la Standard Bank et Netcare en 2019, puis par la Small Foundation en 2021.

RDC

Le cuivre de Kamo-a-Kakula sera exporté via le corridor de Lobito en Angola cette année

Le chemin de fer et le port de Lobito devraient fluidifier les exportations zambiennes et congolaises de cuivre et de cobalt, deux métaux essentiels à la transition énergétique. C'est une alternative plus proche pour les producteurs des deux pays, par rapport à Durban en Afrique du Sud. Une partie de la production de concentré de cuivre de la mine congolaise Kamo-a-Kakula sera exportée via le port de Lobito en Angola dès cette année. C'est l'annonce faite le 16 août par Ivanhoe Mines, copropriétaire canadienne de la mine, qui précise qu'elle a signé à cet effet un protocole d'ac-

cord avec le concessionnaire des infrastructures ferroviaires et portuaires, Lobito Atlantic International SARL. Dans le détail, les premières expéditions commenceront au quatrième trimestre 2023 et devraient totaliser jusqu'à 10 000 tonnes de concentré de cuivre. Le corridor est une ligne de chemin de fer longue de 1 739 kilomètres et reliant Lobito à Kolwezi en RDC. Cette ligne passe à moins de cinq kilomètres du permis Kamo-a-Kakula et son utilisation représente une réduction d'environ 50 % par rapport à la distance entre la mine et le port sud-africain de Durban. « Le corridor de Lobito est la voie

d'exportation et d'importation la plus courte et la plus directe entre la ceinture de cuivre et le marché maritime international, ce qui devrait permettre d'accélérer les délais d'exécution et de réduire les coûts », explique Robert Friedland, fondateur et coprésident exécutif d'Ivanhoe Mines. Outre Ivanhoe Mines, notons que d'autres compagnies opérant en RDC, mais aussi en Zambie, devraient bientôt commencer à utiliser cette nouvelle route commerciale. Le négociant de matières premières Trafigura, actif sur le cuivre et le cobalt en RDC, mène d'ailleurs un consortium qui prévoit d'investir 555 millions de dollars dans le corridor.

FINANCES

La valeur BOA Niger connaît sa plus forte baisse mensuelle depuis mai 2019

La filiale nigérienne de Bank of Africa (BOA) a subi une baisse boursière de 19,2% depuis août 2023. Cette dépréciation intervient dans un contexte de sanctions économiques et de crise socio-politique au Niger. Le secteur bancaire, encore fragile, risque d'être davantage impacté. La filiale nigérienne du groupe Bank of Africa (BOA) a vu sa valeur boursière chuter de 19,2% depuis le début du mois d'août 2023, après une baisse de 2,29% en juillet. Selon les données historiques d'African Markets, c'est la dépréciation la plus marquée pour cette entité depuis mai 2019.

Toutefois, le mois d'août a connu des fluctuations. La valeur de BOA Niger a subi sa plus grande perte lors de la première semaine, suivie de jours présentant des tendances plus favorables. Ces mouvements interviennent dans un contexte où le Niger, dont le président démocratiquement élu est détenu par une junte militaire, fait face à des sanctions économiques.

La situation socio-politique actuelle au Niger risque d'affaiblir davantage un secteur bancaire déjà vulnérable, largement dépendant de l'administration publique et de quelques grandes entreprises nationales. L'exclusion du Niger des émissions de titres obligataires sur le marché régional de l'UEMOA prive les banques d'une source potentielle de revenus. Cette crise survient alors que le secteur bancaire nigérien commençait à montrer des signes de stabilité. Les taux débiteurs étaient en déclin, et la confiance accrue envers le pays avait stimulé la demande de liquidités dans le secteur bancaire, entraînant une hausse des taux d'intérêt sur les dépôts, comme l'indiquent les données récentes de la Banque centrale de l'UEMOA. Il sera crucial de surveiller l'évolution de la situation. Les résultats du troisième trimestre 2023 nous éclaireront sur l'impact de la crise politique sur la capacité de BOA Niger à générer des revenus. Il est également important de noter que, avant l'imposition des sanctions, les banques nigériennes étaient impliquées dans des opérations financières qui semblent échapper aux nouvelles mesures restrictives.

POINT-MARCHÉS

L'Europe termine dans le rouge avec les craintes sur les taux

Les Bourses européennes ont terminé en net repli vendredi, dans un contexte de marché plombé par les craintes sur la trajectoire des taux aux Etats-Unis.

À Paris, le CAC 40 a terminé en repli de 0,38% à 7.164,11 points. Le Footsie britannique a cédé 0,65% et le Dax allemand a perdu aussi 0,65%. L'indice EuroStoxx 50 s'est replié de 0,35%, le FTSEurofirst 300 de 0,57% et le Stoxx 600 de 0,61%. Sur l'ensemble de la semaine, le CAC 40 abandonne 2,4%, son plus fort repli hebdomadaire depuis début juillet, et le Stoxx 600 perd 2,3%. Les récentes statistiques aux Etats-Unis ont montré une nette résilience de l'économie américaine au durcissement des conditions monétaires, ce qui alimente les anticipations d'un environnement de taux élevés pendant une période prolongée. Dans ce contexte, le discours du président de la Réserve fédérale (Fed), Jerome Powell, prévu vendredi prochain lors du symposium de Jackson Hole (Texas) sera suivi avec une grande attention. Les investisseurs attendent par ailleurs des annonces en provenance des autorités chinoises sur des mesures d'envergure de soutien à l'économie, alors que les récentes tensions sur le marché immobilier ont exacerbé le sentiment de crise dans le pays. L'aversion au risque pousse les investisseurs à se réfugier sur la dette souveraine, ce qui pèse sur les rendements qui avaient grimpé la veille avec les anticipations de taux élevés prolongés.

Le rendement des Treasuries à dix ans lâche près de huit points de base, à 4,231% après un pic à 4,328% la veille, au plus haut depuis octobre dernier. Les investisseurs surveillent le sommet d'octobre, à 4,338%, qui, s'il devait être dépassé, ramènerait le taux américain à dix ans à ses niveaux de 2007. En Europe, le rendement du Bund allemand à dix ans, référence pour la région, a reculé de huit points de base, à 2,62%.

CHANGES
Le dollar se replie (-0,15%) face à un panier de devises de référence dans la foulée de la baisse des rendements obligataires américains. Le billet vert reste néanmoins en passe de signer sa cinquième hausse hebdomadaire d'affilée, sa plus longue série en 15 mois, favorisé par sa qualité d'actif refuge. L'euro évolue peu face au dollar, à 1,0873. Du côté des cryptomonnaies, le bitcoin a touché un plus bas de deux mois après avoir déjà chuté la veille de plus de 7% dans le contexte d'aversion au risque.

VALEURS
Pas de répit pour Adyen, qui, après son plongeon historique de 39% jeudi, a perdu encore 2,9% à la Bourse d'Amsterdam. Dans la foulée, le concurrent Worldline a reculé de 1,33% à Paris. La perspective de taux élevés pendant une période plus longue que prévu a pesé sur

le secteur immobilier (-1,73%). A Paris, Unibail-Rodamco-Westfield a fini lanterne rouge du CAC 40, avec un repli de 2,15%. Seuls les compartiments de la technologie (+0,15%), des services aux collectivités (+0,41%) et des télécoms (+0,08%) ont tiré leur épingle du jeu.

A WALL STREET
Les craintes sur la trajectoire des taux aux Etats-Unis pèsent aussi sur la Bourse de New York, en particulier sur les grandes valeurs dite de croissance et du secteur technologique. A l'heure de la clôture en Europe, le Dow Jones grappille 0,18% après avoir effacé ses pertes initiales. Le S&P 500 est stable tandis que le Nasdaq se replie de 0,26%. L'inflation en zone euro a été confirmée à

5,3% sur un an en juillet. En Grande-Bretagne, les ventes au détail ont reculé plus que prévu le mois dernier, affectées par une météo maussade.

PÉTROLE
Les cours du brut regagnent un peu de terrain mais ils s'apprêtent à mettre fin à une série de sept semaines consécutives de gains, les craintes sur la croissance chinoise et sur de nouvelles hausses de taux d'intérêt aux Etats-Unis - deux freins à la demande - contrebalançant les signes de réductions de l'offre. Le baril de Brent de la mer du Nord avance de 0,3% à 84,37 dollars et celui du brut léger américain (WTI) gagne 0,5% à 80,78 dollars. Les deux références accusent pour l'heure un repli de l'ordre de 2,8% sur la semaine.

La Bourse de Tokyo lestée par les taux obligataires américains

La Bourse de Tokyo poursuivait sa baisse vendredi en matinée, plombée comme Wall Street la veille par la nette remontée des taux obligataires aux États-Unis face à la perspective de resserrements monétaires prolongés pour lutter contre l'inflation. L'indice vedette Nikkei perdait 0,7% à 31.404,77 points vers 01H10 GMT et l'indice élargi Topix reculait de 0,77% à 2235,60 points. «Les marchés obligataires mondiaux sont de plus en plus convaincus que l'inflation reste préoccupante», a commenté Stephen Innes

dans une note de SPI Asset Management. «Dans ce contexte, les investisseurs prennent conscience de la possibilité de nouvelles hausses des taux d'intérêt de la Fed cette année», a-t-il ajouté. Les marchés américains avaient déjà reculé mercredi en réaction à la publication du compte rendu de la dernière réunion de la Réserve fédérale américaine (Fed) augurant d'une politique monétaire stricte pour les mois à venir. À Tokyo, les inquiétudes concernant l'économie chinoise, alimentées cette semaine par des indicateurs

décevants et aggravées par les déboires du géant de l'immobilier Country Garden, pesaient également sur le marché. Des actions japonaises considérées comme dépendantes de la santé de l'économie chinoise et liées aux visiteurs étrangers dans l'archipel souffraient vendredi: la chaîne de grands magasins haut de gamme Isetan Mitsukoshi Holdings chutait de 3,47% à 1650,5 yens, le géant des cosmétiques Shiseido lâchait 2,07% à 6049 yens et le spécialiste des robots industriels Yaskawa perdait 2,1% à 5487 yens.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 17 Août 2023					
Valeur : 21 Août 2023					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		136.1950	136.2100
1	EUR	EURO		148.1257	148.1965
1	GBP	POUND STERLING		173.3864	173.4496
100	JPY	JAPANESE YEN		93.0802	93.0968
1	CNY	CHINESE YUAN		18.6344	18.6382
1	CHF	SWISS FRANC		154.7670	154.8545
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		100.6913	100.7321
1	DKK	DANISH KRONE		19.8813	19.8864
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.4680	12.4752
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.8493	12.8544
1	AED	UAE DIRHAM		37.0790	37.0851
1	SAR	SAUDI RIYAL		36.3129	36.3285
1	KWD	KUWAITI DINAR		442.0480	442.5276
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.6884	44.1275
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.7913	13.7929
1	LYD	LIBYAN DINAR		28.2164	28.3611
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.6049	3.6053
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		181.3775	181.3775

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street termine en ordre dispersé

La Bourse de New York a fini en ordre dispersé vendredi, les gains des secteurs défensifs et de l'énergie ayant compensé la faiblesse des valeurs de croissance, alors que les investisseurs attendent le discours, la semaine prochaine, du président de la Réserve fédérale américaine (Fed). L'indice Dow Jones a gagné 0,07%, ou 25,83 points, à 34.500,66 points. Le S&P-500, plus large, a pris 0,65 points, soit 0,01%, à 4.369,71 points. Le Nasdaq Composite a reculé de son côté de 26,16 points (-0,20%) à 13.290,776 points. Le Nasdaq a enregistré la plus forte baisse hebdomadaire des trois principaux indices

de Wall Street, alors que les valeurs dites de croissance et du secteur technologique ont reculé, les investisseurs craignant de voir les taux d'intérêt rester à des niveaux élevés pendant une période prolongée. En l'absence de véritable catalyseur, l'attention des investisseurs est portée sur le

discours du président de la Fed, Jerome Powell, prévu la semaine prochaine. "Nous attendons depuis longtemps une correction boursière, et il est clair que la hausse des taux est devenue le catalyseur de cette correction", a déclaré Michael Reynolds, vice-président des investisse-

ments chez Glenmede. Le rendement des Treasuries à dix ans est redescendu vendredi, après avoir atteint jeudi un pic à 4,328%, au plus haut depuis octobre dernier. Les secteurs défensifs de la grande consommation et des services aux collectivités ("utilities") ont progressé. Les gains enregistrés par des entreprises comme Walmart ont notamment porté le Dow Jones. Le compartiment de l'énergie a également avancé. Exxon Mobil a enregistré l'une des meilleures performances du secteur. Estee Lauder a reculé après avoir fait état de prévisions de chiffre d'affaires et de bénéfices annuels sous les attentes du marché.

ETATS-UNIS

La transition énergétique risque de manquer de métaux

*Comment accélérer la transition énergétique, alléger la facture des ménages, tout en préservant sa souveraineté industrielle ? La réponse des Etats-Unis à ce dilemme, c'est l'**Inflation Reduction Act (IRA)**, entré en vigueur en août 2022. Cette loi permet d'accorder des baisses de taxes aux industriels et de verser des subventions aux ménages pour des produits bas-carbone, comme les voitures électriques ou des panneaux solaires.*

Ces ristournes sont consenties à condition que l'assemblage soit réalisé sur le sol américain et que les matériaux contenus proviennent des Etats-Unis ou de pays avec lesquels Washington a signé des accords commerciaux. Pour une batterie de voiture électrique, au moins 50 % de la valeur des métaux doit respecter ces critères dès 2024 afin qu'un véhicule puisse être éligible à des subsides. Signe que le plan Biden produit les effets escomptés, les perspectives de demande en métaux sont en hausse, relève une étude de S&P Global. Selon l'agence de notation, la consommation de lithium en 2035 sera supérieure de 15 % aux premières prévisions faites avant l'IRA. La demande de cobalt a été révisée en hausse de 13 %, celle de nickel de 14 %. L'IRA devrait contribuer à hauteur de 12 % à la hausse de la demande en cuivre. « Stimulée par l'IRA, la demande totale américaine en métaux critiques de la transition va être multipliée par 23 entre 2021 et 2035 », ont calculé les experts de l'agence de notation. Cette loi « agit bel et bien sur la demande, conclut Daniel Yergin, vice-président de l'agence de notation, mais il reste encore des défis à relever pour sécuriser l'approvisionnement des métaux nécessaires. »

Une quantité de lithium a priori suffisante

Les experts sont formels, le plus complexe pour les Etats-Unis sera de trouver assez de matières premières dans les pays liés par un accord commercial et sans que la chaîne d'approvisionnement n'implique « une entité étrangère sous haute vigilance », termes vagues visant principalement la Chine. « Sur les quatre matériaux



analysés dans l'étude, seul le lithium est susceptible d'être livré en quantités suffisantes aux Etats-Unis dans le cadre des critères de l'IRA », estime S&P Global. L'affirmation des experts s'appuie sur les capacités de production en hausse aux Etats-Unis, au Chili, au Canada ou encore en Australie. En revanche, « le nickel est le métal dont l'approvisionnement est le plus difficile à sécuriser », alerte S&P Global. « Il semble qu'il n'y ait pas assez de nickel dans les pays répondant aux critères de l'IRA », souligne l'étude. « Même si tous les pays alliés exportaient toute leur production vers les Etats-Unis, ce ne serait pas suffisant pour satisfaire la demande américaine. » Dès 2020, le patron de Tesla Elon Musk avait d'ailleurs fait de

l'approvisionnement en nickel sa priorité. L'Indonésie, qui ne figure pas parmi les alliés commerciaux des Etats-Unis, « domine la production primaire de nickel et sa domination va s'intensifier d'ici à 2035 », analysent les auteurs de l'étude. Le phénomène sera d'autant plus marqué que l'Archipel entend remonter la chaîne de valeur vers le raffinage. Quant au cobalt, les pays respectant les critères de l'IRA en produisent assez, mais « les Etats-Unis n'y achètent pas actuellement la majeure partie de leur cobalt ». De plus, l'essentiel du raffinage se fait encore en Chine. Pour remédier à cette dépendance, il faudrait totalement réorienter les flux d'approvisionnement. Un défi colossal. SOURCE : Les Echos

COOPÉRATION

Les Etats-Unis, la Corée du Sud et le Japon réunis à Camp David

Le président américain Joe Biden a accueilli vendredi les dirigeants de la Corée du Sud et du Japon à l'occasion du sommet de Camp David lors duquel les trois pays devraient renforcer leurs relations économiques et militaires.

Le conseiller à la sécurité nationale de la Maison blanche, Jake Sullivan, a déclaré lors d'une conférence de presse que des "mesures significatives" pour améliorer la coopération en matière de sécurité entre les trois pays seraient annoncées lors de la réunion.

Ces mesures comprendront un plan d'exercices militaires pluriannuel, une coordination et une intégration plus poussées en matière de défense contre les missiles balistiques, ainsi qu'un meilleur partage des renseignements, une communication de crise et une coordination des politiques "qui vont de pair avec la réponse à des situations d'urgence dans la région Indo-Pacifique", a indiqué Jake Sullivan.

Les dirigeants dévoileront également de nouvelles initiatives en matière de sécurité économique et énergétique, a-t-il ajouté.

Joe Biden, le président sud-coréen Yoon Suk-yeol et le Premier ministre japonais Fumio Kishida devraient s'entretenir durant de longues heures dans la résidence présidentielle du Maryland pour élaborer des stratégies sur la manière de gérer les tensions, notamment dans la région Indo-Pacifique.

Fumio Kishida et Yoon Suk-yeol, en veste et sans cravates, se sont avancés ensemble pour serrer la main de Joe Biden avant d'entrer dans Aspen Lodge, la résidence présidentielle, pour participer à un déjeuner de travail.

"Renforcer les liens entre nos démocraties est depuis longtemps l'une de mes priorités", a déclaré Joe Biden. "Nos pays sont plus forts et le monde serait plus sûr si nous restons unis." "Nos trois pays doivent être fermement unis afin que notre liberté ne soit ni menacée ni entachée", a dit Yoon Suk-yeol.

Fumio Kishida a estimé que la réunion démontrait que les trois pays "écrivent, à partir d'aujourd'hui, une nouvelle histoire".

UNION EUROPÉENNE

Les réserves de gaz remplies à 90%, en avance sur le calendrier

Contrainte de sécuriser ses approvisionnements en gaz tout en réduisant sa dépendance aux importations venues de Russie, l'Union européenne a réussi à atteindre ses objectifs avec deux mois d'avance. La réduction de la dépendance au gaz russe n'a pas empêché l'Union européenne de constituer ses réserves de gaz en vue de l'hiver prochain. La Commission européenne a déclaré ce vendredi que l'objectif d'un taux de remplissage à 90 % été d'ores et déjà atteint, avec deux mois et demi d'avance sur l'échéance fixée au 1er novembre de chaque année. Avec ce qui re-

présente 1.024 térawatts-heure d'énergie, Kadri Simson, la commissaire européenne à l'Energie estime que « l'UE est bien préparée pour l'hiver » et que « cela contribuera à stabiliser davantage les marchés (énergétiques) dans les mois à venir » alors que la volatilité des prix reste problématique. Selon la Commission, un taux de 90 % permet de couvrir jusqu'à un tiers de la demande de gaz de l'Union européenne en hiver. Cette déclaration se base sur les données agrégées de Gas Infrastructure Europe (GIE), association qui regroupe les opérateurs européens d'infrastructures de gaz, qui font état de stocks européens rem-

plis à 90 % en moyenne, ce qui représente un peu plus de 93 milliards de mètres cubes au total. Comme le précise l'AFP, il existe néanmoins d'importantes disparités d'un Etat membre à l'autre. La Lettonie, en première ligne dans cet affrontement énergétique entre Europe et Russie, n'est ainsi qu'à 77 %. A l'inverse, l'Espagne, davantage tournée vers le gaz américain et algérien, est à plus de 99 %. L'Allemagne et l'Italie, à savoir les principaux consommateurs de gaz européen et de loin, ont eux rempli leurs stocks à plus de 90 %. Les deux pays étaient pourtant très dépendants du gaz russe. En France, qui stocke

et consomme deux fois moins de gaz que l'Allemagne, le taux de remplissage est de 84 %. Cette obligation d'atteindre un taux de remplissage moyen de 90 % a été adoptée par les Etats membres en juin 2022, dans l'optique de réduire drastiquement la dépendance aux importations de gaz russe suite de l'invasion de l'Ukraine par Moscou. En 2021, celles-ci représentaient 45 % des importations du gaz naturel de l'Union européenne, soit 155 milliards de mètres cubes, selon la Commission européenne. Cette part est tombée à 30 % au 1er trimestre 2022 et même 15 % à la même période cette année.

AUSSITÔT INTÉGRÉ AU NASDAQ

Le constructeur automobile VinFast vrille

Débuts très agités en Bourse pour la marque de voitures électriques qui veut conquérir l'Europe et les États-Unis. Pour amortir ses investissements, elle visait la popularité du Nasdaq. Deux jours après son introduction, son cours chute de plus de 45 % après une hausse de 270 %.



Les plans de VinFast ne se déroulent pas comme prévu. Après une vague de départ au sein de la direction, le constructeur automobile vietnamien recule de 34 % sur le Nasdaq, où il se cotait il y a deux jours dans le but d'aller chercher des capitaux et amortir ses derniers investissements massifs. Mardi 15 août, jour de son introduction en Bourse, l'action avait pourtant atteint des sommets avec 270 % de hausse, faisant de VinFast une entreprise capitalisant bien plus que Ford ou encore GM (85 milliards de dollars contre respectivement 48 et 46 milliards). Depuis son plus haut, l'action VinFast (\$VFS) a déjà perdu

46 %. Sur les quelque 2,3 milliards d'actions du capital de la société, S3 Partners dit que 1,2 million d'entre elles seraient déjà vendues à découvert (autrement dit, certains parient à la baisse du cours). Cela paraît très faible, mais en vue de la détention du propriétaire de VinFast, le milliardaire Pham Nhat Vuong qui détenait jusqu'alors 99 % de l'entreprise, il se pourrait que le nombre d'actions flottantes ne se compte qu'à quelques millions d'actions là encore. L'arrivée de VinFast sur les marchés financiers à Wall Street rappelle bien d'entreprises et de constructeurs, pendant la période de la pandémie, qui ont privilégié la

voie d'un SPAC (Special Purpose Acquisition Company) pour pouvoir se coter plus rapidement et à moindres frais. Lucid Motors, la firme californienne qui veut faire mieux que Tesla, avait également suivi ce processus, aux rebondissements surprenant du fait d'une erreur de Bloomberg dans l'une de ses dépêches. VinFast de son côté, espère vite pour remonter de sa perte de 2,1 milliards de dollars l'année dernière et son usine de Caroline du Nord aux États-Unis, qui lui coûtera encore 2 milliards de dollars. Certains n'hésitent pas à comparer la marque à Faraday Future, un autre constructeur qui a connu des

années à tenter de se financer sans jamais rien sortir.

Comment VinFast veut se différencier ?

Pour se faire une place sur le marché, VinFast compte sur deux SUV à l'heure actuelle, et un modèle d'affaires alliant des voitures à l'achat et des batteries à la location. Les VF8 et VF9 sont également disponibles en location longue durée à 599 euros par mois pour 10 000 kilomètres maximums par an, ce qui rappelle une autre marque : Lynk & Co, du groupe chinois Geely. Le prix du neuf est quant à lui compris entre 40 000 et 64 000 euros, auquel il faut ajouter les 120 ou 150 euros mensuels de la batterie. En France, les modèles de la marque n'ont pas encore été homologués, bien que la société ait déjà deux sites : l'un à Paris et l'autre à Rennes depuis le mois de mars dernier et possède des plans pour Montpellier et Aix-en-Provence.

Les doutes sur la santé de VinFast sont grands alors que le constructeur débarque en Bourse en plein milieu d'une guerre des prix sur le marché automobile, grandement maîtrisée par Tesla. Les livraisons de l'entreprise sont aussi très floues, alors que 3000 exemplaires de ses modèles auraient été acheminés aux États-Unis mais que selon le S&P Global Mobility, seulement 137 unités auraient été livrées à des clients jusqu'à présent.

3 INFOS

SUR LANZADOR

La Lamborghini électrique avec 5 ans d'avance

Un concept de SUV 100 % électrique va être présenté par Lamborghini à l'occasion de la Monterey Car Week, qui se clôtura par le prestigieux concours d'élégance américain de Pebble Beach. Il a cinq ans d'avance sur son calendrier, autrement dit sur 2028 et la production de la première Lamborghini sans moteur thermique. Lamborghini dévoilera ces prochaines heures en Californie la « Lanzador », un concept de SUV 100 % électrique qui préfigure l'arrivée d'un premier modèle de série en 2028. À l'occasion de la Monterey Car Week, la marque italienne se retrouvera aux côtés de Bugatti, Aston Martin, Maserati ou encore Mercedes, qui arrivent tous avec des nouveautés (comme la nouvelle AMG GT). Les images présentées ici sont celles d'une fuite sur le web. Il s'agit cependant bien des photos officielles du premier modèle 100 % électrique de la marque, un concept qui préfigure un modèle de production pour 2028.

1/ Un SUV coupé deux portes

La Lanzador troque la silhouette d'une supercar pour celle d'un SUV. Cela dit, ses lignes restent celles d'un coupé ultra-profilé, avec seulement deux portes, un diffuseur massif à l'arrière, et une face avant qui retrouve l'héritage des Gallardo, Aventador, et plus récemment de la Revuelto. On peut aussi noter un dessin de profil qui rappelle aussi la récente Lamborghini Countach LPI 800-4 sortie en 2021, y compris pour les feux arrière. À l'intérieur, quatre places, et une ambiance très lumineuse grâce à un toit vitré. Il semble y avoir de l'espace, et Lamborghini a d'autant plus travaillé la planche de bord pour que celle-ci ne ressemble à aucun autre constructeur. L'ambiance reste très fidèle à Lamborghini et aux supercars, avec du carbone et du cuir omniprésents. La Revuelto a côté a des airs plus sages.

2/ Trois ans de retard sur Ferrari

Dans la nouvelle gamme de la marque de Sant'Agata Bolognese, l'hybride vient tout juste d'arriver et l'électrique est encore une étape supplémentaire qui demandera du temps. La direction s'est finalement résolue à l'idée de s'y tourner, mais on remarque une avance de la concurrence, notamment de Ferrari qui doit présenter son premier modèle sans moteur thermique en 2025. Rappelons que Lamborghini voyait dans sa phase de transition une étape baptisée « Célébration », qui s'est étalée de 2021 à 2022.

3/ une présentation imminente

Les images de la Lanzador sont apparues sur la toile dans une fuite, comme il est devenu commun de retrouver en amont des annonces de Lamborghini. D'autres informations suivront dans la journée, à l'occasion du premier jour de la Monterey Car Week. Au stade de concept, le modèle qui préfigure une version de série ne sera pas commercialisé à grande échelle non plus. La série sera limitée, comme Lamborghini aime bien le faire dans les phases de transition de ses gammes, afin de cultiver son prestige. Dans ses modèles hybrides, Lamborghini avait aussi démarré avec un concept, l'Asterion, présentée en 2014 lors du Mondial de l'automobile de Paris.

Ford enregistre un boom des ventes de V8 Mustang

La plupart des 13 000 commandes déjà enregistrées pour la Mustang 2024 sont équipées du V8 et non du 4 cylindres turbocompressé. Ford, qui se tourne vers l'électrique, va mettre fin à son « muscle car » au même titre que Dodge et Chevrolet. La transition énergétique est en train de créer une véritable course au V8. Chez Ford, le nombre de Mustang commandées pour ces prochains mois ne faiblit pas et la plupart des

clients optent pour la version équipée d'un traditionnel V8 (67 %). L'intérêt de la version 4 cylindres turbocompressé ne se démonte pas, mais beaucoup raisonnent maintenant en termes de rareté et de la fin des muscle car plus que probable. Chevrolet a déjà annoncé qu'il arrêtera la production de la Camaro l'année prochaine. Chevrolet comme Dodge (chez le groupe Stellantis) ont prévu de renouveler la gamme avec une nouvelle génération,

mais celles-ci ne sont pas prévues pour être lancées en 100 % thermique. Il faudra plutôt compter sur des modèles hybrides, voire totalement électrique (d'après le concept Charger EV). Le porte-parole de chez Ford, Mike Levine, déclarait à Fortune que cela « reste à voir » si la Mustang sera encore équipée d'un moteur à essence à l'avenir. Les réglementations auront un rôle important tant les normes en Europe comme aux États-

Unis. Avantage tout de même outre-Atlantique où il n'est pas question d'alourdir le prix des modèles thermiques, mais de fixer des limites de polluants à chaque constructeur, et donc des quotas de production de moteurs thermiques. L'administration Biden a bouleversé l'absence de mesures de l'administration Trump, mais d'un président à un autre, tout pourrait à encore changer, d'où la remarque du porte-parole de Ford.

Elon Musk va supprimer une fonction clé pour la sécurité des utilisateurs de X/Twitter

Les utilisateurs de X/Twitter vont perdre la possibilité de bloquer des comptes, a annoncé Elon Musk qui n'a toutefois pas précisé quand cette fonction disparaîtra. Un gros problème en vue pour tous ceux qui se servent de cet outil pour éviter le harcèlement... mais aussi pour Apple et pour Google. Explications.

La gestion à l'emporte-pièce et à la petite semaine, c'est un peu la marque de fabrique d'Elon Musk à la tête de Twitter. Les règles changent du jour au lendemain sans vraiment se soucier de cohérence, et peut-être est-ce le cas de la dernière fulgurance du patron du réseau social désormais connu sous le nom de X. Elon Musk a ainsi annoncé que la fonction qui permet de bloquer un compte allait être supprimée, à l'exception des messages directs (DM) pour éviter le spam dans sa boîte de réception. En guise d'explication, il a simplement avancé que bloquer un compte n'avait pas de sens et qu'à la place, la fonction Masquer (mute) pouvait prendre le relais.

Sauf que « bloquer » et « masquer » ne sont pas tout à fait la même chose. Dans le premier cas, les comptes bloqués ne peuvent

pas suivre l'utilisateur et ce dernier ne peut pas non plus suivre un compte qu'il a bloqué. Il ne recevra pas de notifications du compte bloqué. Les comptes bloqués ne peuvent pas contacter l'utilisateur ni voir ses tweets.

Le masquage d'un compte supprime les tweets du compte en question dans le flux de l'utilisateur, mais ne désactive pas pour autant les notifications en cas de réponses et de mentions. Les tweets postés par des comptes masqués dans les réponses d'une conversation restent visibles si la discussion ne vous mentionne pas. Et les comptes masqués peuvent suivre l'utilisateur qui les a masqués. Le blocage est utilisé pour éviter le harcèlement et pour ne pas avoir à subir la rhétorique provenant des comptes bloqués — puisqu'ils ne peuvent pas répondre aux tweets de l'utilisateur.

Elon Musk n'a pas indiqué quand la fonction de blocage allait disparaître. Mais cela prendra peut-être plus de temps que prévu, car X va se heurter aux règles de l'App Store et du Play Store. Une des nombreuses règles de la boutique d'Apple stipule en effet que les applications basées sur du contenu généré par les utilisateurs, comme c'est le cas des réseaux sociaux, doivent intégrer la possibilité de bloquer les utilisateurs abusifs. Et c'est la même chose du côté de Google.

Mais comme on l'a vu lors du changement de nom (l'App Store n'autorise pas, normalement, les apps dont le nom comporte une seule lettre), Apple peut aussi se montrer très flexible avec ses chouchous et X en fait manifestement partie ! Alors une exception de plus ou de moins...

Les premiers écouteurs MEMS arrivent, sans haut-parleurs traditionnels

Leur conception non conventionnelle les expose à un champ de possibilité bien plus large, qui va d'une meilleure qualité sonore à une autonomie du dispositif renforcée. Les écouteurs pourront aussi être plus petits. On vous explique ce qu'il se prépare derrière la technologie MEMS. À l'image de ce que LK-99 promettait pour la science des supraconducteurs, peut-on croire que la technologie MEMS (micro-electro-mechanical systems) puisse révolutionner l'univers des écouteurs ? Selon l'entreprise

californienne xMEMS Labs, qui a breveté une technologie, de premiers écouteurs sans haut-parleurs traditionnels sont prévus pour être commercialisés avant la fin de l'année.

En profitant des bénéfices du silicium et la conception sous la forme de puces informatiques, la marque dit avoir intégré une nouvelle conception audio sans haut-parleurs conventionnels à transducteurs dynamiques, qui promet une qualité audio inégalée. Fini le papier et le plastique, fini les bobines de cuivre et les aimants, et place à des dia-

phragmes en silicium et de petites puces dans les écouteurs.

De quoi allier électronique et mécanique, dans une application aussi ambitieuse que celle des haut-parleurs.

Une telle nouveauté vient tirer un trait sur les limites des écouteurs traditionnels et leur conception qui suit le même principe depuis des décennies, et sur lequel repose l'ensemble des 10 milliards de dollars que pèse le marché (sans compter les casques audio). La technologie MEMS n'est pas nouvelle, mais jusqu'à présent elle servait principale-

ment à la conception de capteurs audio, notamment dans l'automobile, l'aéronautique et la médecine.

Même si la technologie de xMEMS fait de plus en plus parler d'elle depuis trois ans, elle reste encore sous les radars du fait qu'elle ne se soit pas démocratisée dans l'univers des écouteurs. L'entreprise basée à Santa Clara est née en 2018 et propose déjà quatre types de haut-parleurs MEMS dans sa gamme, qu'elle n'attend que de vendre à des fabricants qui seraient prêts à commercialiser le produit dans une nouvelle gamme.

ENCHÈRES

Quand le logo Apple fait flamber les prix

Dans le monde informatique, les entreprises qui peuvent se vanter de faire régulièrement flamber les enchères ne sont pas très nombreuses. Apple est de celles-là, avec des produits et des documents qui se vendent à prix d'or entre collectionneurs. Petit florilège.

Apple est, avec Nintendo et une toute petite poignée d'autres entreprises du secteur tech, un des chouchous des maisons d'enchères. Les produits et les documents officiels (en bonne condition) du constructeur s'arrachent généralement à des prix délirants ! Et tout peut vraiment se vendre à l'encan, tout y compris n'importe quoi. Voilà un florilège non exhaustif, mais ô combien significatif.

L'iPod premier du nom, commercialisé fin 2001, a participé de la renaissance d'Apple alors que l'entreprise dansait toujours au bord du volcan. Ironiquement, il aura fallu attendre le lancement d'iTunes sur Windows, deux ans plus tard, pour que les baladeurs replacent fermement Apple sur le radar des constructeurs informatiques qui comptent !

Malgré tout, ce modèle a marqué son temps par son design, sa molette mécanique, son interface ultra-simple et un disque dur de 5 Go capable de stocker 1 000 morceaux « dans votre poche »... à transférer depuis un Mac grâce à un câble FireWire. Pas de sans fil ni de streaming ici !

Le site Rally a vendu un iPod 1ère génération jamais déballé, au prix mirobolant de 29 000 \$. Le baladeur avait été acheté en décembre 2001 à l'Apple Store de Willowbrook, au Texas, qui venait juste d'ouvrir ses portes. Le propriétaire l'a reçu à Noël, un joli cadeau dont il ne s'est jamais servi : la boîte a été rangée sur une étagère, puis oubliée là pendant deux décennies.

2023 : Une année horrible pour les ventes de smartphones, sauf pour Apple

2023, année horrible pour l'industrie du smartphone ! Les prévisions ne sont en effet guère encourageantes sur l'ensemble de l'année. Seule Apple pourrait tirer son épingle du jeu. Après avoir bien profité des années pandémiques, l'industrie du smartphone subit une période plus difficile en termes de livraisons (et donc, quelque part, de ventes). Selon la dernière analyse de Counterpoint, 2023 va tout

simplement être la pire année en dix ans ! D'après ces prévisions, il se livrerait 1,15 milliard d'unités, soit 6 % de moins qu'en 2022. Apple devant, les autres derrière. Toutes les régions du monde sont concernées, tout particulièrement l'Asie, la Chine et l'Amérique du Nord. Ce qui d'autant plus étonnant dans ce dernier cas, avec une inflation de plus en plus maîtrisée et un marché de l'emploi très vigoureux. Mais les

utilisateurs semblent hésitants à renouveler leurs smartphones. « Il y a un découplage entre ce qui se passe dans l'économie et l'achat de téléphones par les consommateurs », décrypte Jeff Fieldhack de Counterpoint. Il ajoute : « Jusqu'à présent, [nous avons vu] des records à la baisse chez tous les opérateurs ». Toutefois, un constructeur pourrait tirer son épingle du jeu : c'est Apple, dont la gamme d'iPhone

15 est attendue pour le mois de septembre. Une opportunité pour les opérateurs qui vont vouloir attirer des consommateurs plutôt aisés. L'analyste s'attend à un fort mouvement de renouvellement chez les possesseurs d'iPhone 12 — ils sont nombreux — qui vont se jeter sur les promotions. En Chine, Apple est également bien positionnée avec un segment premium qui continue de gagner

des parts de marché.

Globalement, ce segment du haut de gamme est plus en forme que d'autres marchés, et dans ce domaine il y a peu d'élus... si ce n'est Apple et dans une moindre mesure Samsung. 2023 pourrait ainsi marquer une première, celle de voir le constructeur américain prendre la pole position en matière de livraisons annuelles. Ça serait une première.

mots croisés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									
11									
12									
13									
14									
15									
16									
17									
18									
19									
20									
21									
22									

- Horizontalement
1. N'a pas forcément les deux pieds dans le même sabot.10. Qui taillent la bavette.11. Petites nappes.12. Lettres pieuses.13. Fructueuse.16. Petit papi.17. Lear et Ubu.18. Se dit en partant.21. Pour une parité.22. De la neige.25. Une mise en place.27. Bleus.29. Façon d'avoir.30. Me traînais.32. Sont parfois lumineuses.33. A le sens de la propriété.35. Hommes de Leicester.36. Ronsard ou Rimbaud.38. Faire des répétitions.40. Ne lâchai rien.42. Fit feu.43. Grise ou noire ?45. Passai très près.46. Expert en économie.48. Limon fertile.50. Apporte son soutien.52. Avec lui, on va droit.54. Défriperait.57. Rayon d'exposition.58. Repère de pirates.59. Changerait de direction.62. Grosses mouches.
- Verticalement
1. Trophée indien.2. Il est le premier en cours de géo.3. Ancienne baleine de corset.4. Aurai le front...5. Proche des lardons.6. Mettrai au courant.7. Bon coordinateur.8. Action d'enrouler le fil sur une bobine.9. Elles font une fixation.14. Poison à pointes.15. Fille d'Inachos.19. Renseignais.20. La fin des Britanniques.21. Mettre en cause.23. Meubles rustiques.24. Regarderait à la dépense.26. Dévidoir à soie.28. En carafe (En).31. Élève de l'École navale.34. Faire sortir.37. Préféré.39. Cherchais à être le meilleur.41. Rendre inopérant.44. Ville de carnaval.47. Coupe d'Italie.49. Tournera en rond.50. Tourne la difficulté.51. Coeur qui bat.53. Virginie et Caroline aux USA.55. Met en circulation.56. Un lac ou une mer ?60. Des romains.61. Mettent fin à la pénurie.

Recrutement de 8 000 maîtres-assistants

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a annoncé le recrutement d'environ 8 000 maîtres-assistants (classe B) titulaires de diplômes de magistère et de doctorat dans divers établissements universitaires, à rentrée 2023-2024, rapporte ce samedi la Radio nationale.

Le ministère a annoncé le recrutement sera de 1409 maîtres-assistants hospitalo-universitaires, et 693 enseignants-chercheurs classe B au niveau des centres de recherche, avec un total de plus de 10.000 postes budgétaires.



SIN AFRICA 2023

Les 10 et 11 octobre 2023, sur SediBlon

Le Cluster Digital Africa réunit les acteurs de la transformation digitale, sous le thème « L'intelligence artificielle au service du développement en Afrique ».

Le Cluster Digital Africa (CDA) organise, les 10 et 11 octobre 2023, sur la plateforme SediBlon, la 1re édition du Sommet Inter-régional du Numérique en Afrique (SIN AFRICA 2023), sous le thème « L'intelligence artificielle au service du développement en Afrique ». SIN AFRICA 2023, vise, à travers les 6 Tables Rondes programmées, 5 en français et 1 en anglais, à « façonner l'avenir numérique de l'Afrique et promouvoir le développement technologique sur le continent. »

Le CDA, a, pour cela, réunit des acteurs dont le rôle demeure déterminant pour l'essor de l'industrie numérique, via l'intégration de l'intelligence artificielle (IA). Il s'agit des : « innovateurs ; startups prometteuses, décideurs politiques, experts en technologie ». Ces maillons de la chaîne auront à débattre des tendances émergentes et des opportunités d'amorcer des possibilités de création de richesses et de pourvoi de postes d'emplois dans le domaine du numérique ; thématiques devenues indissociables à l'utilisation de l'IA dont l'importance reste, toutefois, à enseigner, inculquer et humaniser au profit de populations encore à acculturer.

PROTECTION CIVILE

09 morts par noyade en une seule journée

Les noyades sont devenues une source de drames pour de nombreuses familles. En l'espace de 24 heures, la mer a englouti 09 personnes dans les différentes régions du pays, indique la protection civile dans un communiqué publié vendredi soir. À Mostaganem, trois baigneurs sont décédés par noyade durant la journée de vendredi sur les plages de la wilaya, prises d'assaut par les estivants. Le même nombre de victimes a été enregistré dans la capitale où trois jeunes ont également trouvé la mort, emportés par les vagues. À Skikda, deux ont également trouvé la mort dans les différentes plages de la wilaya.

Dans la wilaya d'Annaba, un corps sans vie a été repêché par les plongeurs de l'unité marine de la Protection. Depuis l'ouverture de la saison estivale, les services de la Protection civile enregistrent chaque semaine une vingtaine de victimes par noyade, et ce, en dépit des campagnes de prévention et de sensibilisation continues organisées depuis le début de la saison estivale 2023. Les plages interdites à la baignade et les plans d'eau ne cessent de prendre des vies humaines.

SOMMET DES BRICS

Xi Jinping vient à Johannesburg pour discuter d'un partenariat avec l'Afrique

Le président chinois Xi Jinping va se rendre en Afrique du Sud la semaine prochaine pour participer au sommet des BRICS qui se tiendra du 22 au 24 août. Le thème de cette rencontre, « les BRICS et l'Afrique », pourrait mener à un élargissement du groupe. Le dirigeant chinois entend également renforcer les liens entre son pays et le continent africain.

C'est la deuxième visite à l'étranger de l'année pour le président chinois. Après être allé en Russie au mois de mars, Xi Jinping va se rendre en Afrique du Sud la semaine prochaine pour participer au sommet des BRICS et discuter du thème « les BRICS et l'Afrique ». Les BRICS sont un groupe de pays qui tirent leur nom du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud. Le groupe se considère comme un contrepoids à la domination économique occidentale. Au début du mois d'août, le ministre sud-africain des Affaires étrangères avait annoncé qu'en plus du président chinois, les dirigeants du Brésil, de l'Inde et de l'Afrique du Sud, ainsi que le chef de la diplomatie russe, devaient se réunir du 22 au 24 août. « A l'invitation du président de la République d'Afrique du



Sud Cyril Ramaphosa, le président Xi Jinping participera au 15e sommet des BRICS qui doit avoir lieu à Johannesburg (...) et fera une visite d'Etat en Afrique du Sud du 21 au 24 août », a déclaré dans un communiqué publié en ligne Hua Chunying, une porte-parole du ministère.

À l'ordre du jour du sommet de Johannesburg de cette année figurera un possible élargissement des BRICS. « Le thème reflète notre conviction quant aux bénéfices qu'un partenariat de l'Afrique avec les BRICS peut apporter à long terme », a déclaré lors d'un point presse Naledi Pandor, la ministre des Relations internationales et de la Coopération d'Afrique du Sud. Plusieurs pays africains ont déjà exprimé leur désir de re-

joindre le bloc, dont l'Algérie, l'Égypte et l'Éthiopie. Au total, 69 pays ont été invités au sommet en Afrique du Sud, dont tous les États africains. L'Afrique est un nouvel enjeu diplomatique pour l'Occident, la Russie et la Chine qui se disputent l'influence dans un contexte de divisions attisées par le conflit en Ukraine.

Renforcer les liens entre la Chine et l'Afrique

Le dirigeant chinois s'est déjà rendu en Afrique du Sud en 2018 pour renforcer les liens diplomatiques et économiques de son pays avec le continent. Plus récemment, au mois de juillet, la Chine a accueilli le président algérien Abdelmadjid Tebboune à Pékin, en saluant ses liens avec l'Afrique et

appelant à une coopération plus étroite.

« La Chine est prête à travailler avec l'Algérie pour renforcer les communications stratégiques, approfondir les échanges et la coopération et assurer le développement constant et à long terme du partenariat stratégique global Chine-Algérie », avait déclaré le président Xi Jinping au président algérien lors de leur rencontre au Palais du Peuple à Pékin. De son côté, Abdelmadjid Tebboune avait affirmé : « La Chine est notre ami le plus important ». Après une longue ambivalence sur la venue ou non du président russe au sommet des BRICS, Vladimir Poutine, sous le coup d'un mandat d'arrêt international, a finalement décidé le mois dernier de ne pas y participer physiquement, mais par visioconférence. Sur place, le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov sera présent. Interrogée au début du mois sur l'éventualité que le président français Emmanuel Macron puisse participer, après que ce dernier a manifesté son intérêt, Naledi Pandor a rejeté cette possibilité. « C'est assez amusant », a-t-elle dit. « Aucune invitation n'a lancée à cet égard ».

Agence

ZONE EURO

Le commerce extérieur repasse dans le vert

Après avoir enregistré un déficit historique en 2022, la balance commerciale de la zone euro est redevenue positive au premier semestre 2023. La baisse de la facture énergétique contribue fortement à ce retour en grâce.

La tempête est passée. C'est ce que l'on peut déduire des chiffres du commerce extérieur européen publiés jeudi par Eurostat. Au premier semestre 2023, les pays de la zone euro ont davantage exporté (1.435 milliards d'euros) qu'ils n'ont importé de biens en provenance du reste du monde (1.430 milliards d'euros). La balance commerciale de la zone euro repasse ainsi dans le vert. C'est une forme de retour à la normale, après le plongeon brutal de l'année dernière. L'explosion des coûts de l'énergie, liée à la guerre en Ukraine, avait tellement renchéri les importations que le commerce extérieur des vingt pays de la

monnaie unique avait basculé dans le rouge en 2022, pour la première fois depuis plus d'une décennie. Et pas de peu, puisque le déficit commercial dépassait 330 milliards d'euros sur l'année. Un rétablissement partiel Le rétablissement n'est pas complet. La zone euro n'affiche sur les six premiers mois de 2023 qu'un excédent de 5 milliards d'euros, assez éloigné des 90 milliards engrangés en moyenne chaque semestre au cours des dix années précédant la crise. Mais la tendance est plutôt bonne, avec un excédent commercial qui atteignait 23 milliards d'euros sur le mois de juin. A l'échelle des vingt-sept pays de l'Union européenne, la dynamique est similaire. Le bloc est revenu proche de l'équilibre, avec seulement 4 milliards d'euros de déficit au premier semestre 2023 – un creux sans commune mesure avec le gouffre de 430 milliards ouvert sur l'ensemble de l'année 2022. Depuis début

2023, les exportations se sont très bien tenues. C'est notamment le cas des machines et véhicules made in Europe – dont l'Union européenne a réussi à vendre pour 511 milliards d'euros (contre 446 un an plus tôt). 25 % de rabais sur l'énergie Les économistes anticipent certes un fort ralentissement à venir sur ce front, mais, pour l'heure, les berlines BMW et les sacs Vuitton continuent de trouver des clients à travers le monde. Et, surtout, la facture des importations européennes est sensiblement moins douloureuse. Grâce à la baisse des prix de l'énergie, les Vingt-Sept n'ont signé qu'un chèque de 280 milliards d'euros à leurs fournisseurs de gaz et de pétrole au premier semestre 2023. C'est 95 milliards de moins qu'un an plus tôt, ce qui contribue pour les deux tiers à la chute des importations du bloc et ainsi au rétablissement de la balance commerciale.

Agence